# ÉTAT DES LIEUX des besoins en matière d’hébergement et de logement des femmes et filles incluant les femmes bispirituelles, des Premiers Peuples, ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe, et ce, dans le contexte de la pandémie

(Rapport final)

**Table de matières**

Acronymes

Introduction

Contexte

Méthodologie

**Revue de littérature**

**Partie A : problématiques vécues par les Premiers Peuples dans leur histoire coloniale** et plus spécifiquement au Québec.

Partie B**: L’insécurité majeure et systémique de l’accès au logement pour les femmes et filles des Premiers Peuples ainsi que l’impact de la pandémie en matière de logement sur les membres des Premiers Peuples, en particulière les femmes et les filles.**

Partie **C : Les conditions d’hébergement et logement des femmes et filles des Premiers Peuples étant ou ayant été dans l’industrie du sexe au Canada et au Québec.**

Présentation du questionnaire

Résultats

Analyse de résultats

Conclusions

Recommandations

Bibliographie

**Acronymes**

Voici la liste des acronymes classés par ordre alphabétique :

AFI : Approche Féministe Intersectionnelle

AWAN : Aboriginal Woman’s Action Network

CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

CLES : Concertation des Luttes contre l'exploitation Sexuelle

FAQ : Femmes Autochtones du Québec

MFEG : Ministère de la Femme et de l’Égalité des Genres Canada

MIHAC : Montreal Indigenous Health Advisory Circle

ONU : Organisation des Nations Unies

PAQ : Projet Autochtone du Québec

PCAP : Principes de propriété, de Contrôle, d’Accès et de possession des Premières Nations

### SCHL : [Société canadienne d'hypothèques et de logement](https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/)

UQAM : Université du Québec à Montréal

URN : Urban, Rural, and Northern

UtpELLES: Un Toit Pour Elles

VFF : Violences Faites aux Femmes

**Introduction**

Il semble fondamental de nous situer, comme porteuses de ce projet, en tant que femmes, travailleuses et membres d’un organisme féministe. Un toit Pour Elles (utpELLES) développe des projets autour de la question des ressources d’hébergement, d’accès aux logements et des services de soutien adressés uniquement aux femmes et filles étant ou ayant été dans l’industrie du sexe.

Notre politique par rapport à l’inclusion de la diversité des genres et identités, est que les enjeux particuliers des personnes transgenres et transsexuelles, par exemple; les femmes nées hommes, devraient bénéficier de protocoles de recherche et de plans d’actions qui leur sont spécifiquement adressés pour répondre exclusivement et adéquatement à leurs demandes.

C’est pourquoi cette position va se retrouver, en cohérence, tout au long de l’État des lieux dans les analyses et propos sur les enjeux qui concernent exclusivement les femmes et filles des Premiers Peuples, nées femmes, étant ou ayant été dans l’industrie du sexe.

*« Le débat autour du genre est important pour les féministes, car il constitue un fondement de notre mouvement. » ... « Comment pouvons-nous nous battre pour les femmes et les filles quand nous ne sommes pas autorisés à fixer nos propres priorités et limites en ce qui concerne notre politique, notre organisation et notre sécurité ? Cela a des implications plus larges pour d'autres communautés opprimées. Nous devons prendre position sur cette question, mais toujours dans le contexte de la libération des femmes dans un patriarcat et toujours en sachant qu'il y a beaucoup de travail à faire sur de nombreuses questions. »* Cherry Smiley- The new misogyny- 2020

L’État des lieux a pour objectif de documenter et diffuser les besoins des femmes et filles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l’exploitation sexuelle en matière d’hébergement et de logement avant, pendant et après la pandémie. Ainsi qu’identifier les différents obstacles qui ont eu des impacts sur leur accès à des logements sécuritaires et aux services.

Cet exercice prendre forme grâce au soutien financière du Ministère Femmes et égalité des genres et essai de répondre à un vide d’information concernant cet enjeu qui avait déjà été mentionné dans une recherche fait à 2014 à propos de besoins des femmes dans l’industrie du sexe[[1]](#footnote-2)

Ce document fait partie du projet de développement d’un argumentaire et des propositions claires de modifications aux règlements, politiques et/ou plans d’action à partir du portrait des besoins spécifiques des femmes étant ou ayant été dans l’industrie du sexe dans le Grand Montréal et sur l’ensemble du Québec.   
Avec les résultats nous aimerons pouvoir construire des arguments bien fondes qui permettront de faire de propositions claires auprès des gouvernements provincial et local pour améliorer l’accès des femmes et filles concernées aux possibilités de logement et d’hébergement adapté à leurs besoins.

Dans un esprit de sororité, de solidarité féministe et d’une approche de décolonisation des savoirs, nous voulons contribuer à lutter contre les violences, les inégalités et l’invisibilité auxquelles font face les femmes et filles Autochtones étant ou ayant été dans l’industrie du sexe.

Nous sommes à leur côté pour documenter et informer les politiques et les citoyen.e.s Canadien.e.s de ce que les femmes et les filles Autochtones ont subi et subissent encore aujourd’hui dans leur trajectoire de vie, dramatiquement influencée par les impacts du colonialisme qui leur a imposé avec violence; les abus, la maltraitance et les viols tarifés à répétions que constitue l’exploitation sexuelle.

Comme l’explique Rebecca Moore femme l’nu qui est née et a grandi dans le district Kjipuktuk de Mi’kma’ki(autrement nommé Halifax, en Nouvelle-Écosse) dans le rapport final de l’enquête nationale sur les femmes et filles Autochtones disparues et assassinées (Vol 1a)

*« Le rôle primordial des matriarches dans les communautés des Premiers Peuples, lequel consiste à donner la vie, à agir comme grand-mère et comme mère de clan, à guider et à prendre des décisions, n’est pas attesté ni reconnu par les tribunaux et les systèmes coloniaux. » (p.33)*

La dépossession de ce rôle prépondérant des femmes et des Aînées dans la plupart des sociétés des Premiers Peuples a déséquilibré leur fonctionnement et privé leurs membres des valeurs qui les guidaient jusqu’alors. Les femmes ont perdu brutalement leur pouvoir à l’intérieur même de leur culture et de leur communauté.

UtpELLES à travers le projet État des lieux contribue à documenter et à diffuser des informations récentes concernant les services offerts et/ou nécessaires, les besoins répondus et non encore répondus pour les femmes qui ont eu des contacts avec les organismes ciblés pour répondre à notre questionnaire.

Nous sommes conscientes de l’aspect fragmentaire et non – exhaustif de ce document, néanmoins il ouvre à d’autres travaux et recherches potentielles effectuées cette fois, par et pour des femmes des Premiers Peuples sur des enjeux qui les intéressent.

**Contexte**

Le présent état de lieux a été proposé pour Un toit pour elles, dans le cadre de son projet : Un toit à soi, étape importante vers l’autonomie et la sécurité, avec pour objectif de clarifier les besoins d’hébergement et de logement des femmes et filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe, et ce dans le contexte de la pandémie de covid 19.

Il a été constaté que l’information existante concernant cet enjeu est insuffisante, voire inexistante, et que les données plus récentes datent de 2014. Dans ce sens, l’équipe de travail au début de l’année de 2022 a commencé une revue de littérature et la prise de contact avec des partenaires potentiels qui seraient intéressés à faire partie du projet.

Initialement, nous avions pensé établir des liens avec divers organismes Autochtones et mettre en place un comité aviseur composé de femmes Autochtones qui sont actives sur le terrain, engager une chercheuse aussi Autochtone pour mener la recherche et organiser des groupes de discussion avec des femmes concernées. Très rapidement, nous avons constaté l’ampleur de cette tâche et les difficultés reliées à ces démarches.

En travaillant sur la revue de littérature, l’équipe a constaté l’importance de comprendre et d’axer toutes les démarches en respectant le concept de « décolonisation des savoirs ». Dans ce sens, l’équipe a commencé par adhérer au protocole PCAP[[2]](#footnote-3) des Premières Nations (comprenant la propriété, le contrôle, l’accès, et la possession des savoirs) et appliquer, dans le mieux de nos compétences, ces principes qui guident ce protocole.

**Biais et limites**

Comme mentionné, nous avions prévu de pouvoir mettre en place un comité aviseur composé par des femmes Autochtones qui interviennent sur le terrain et d’organiser des groupes de discussion avec des femmes concernées. Nous avons commencé les démarches auprès des diverses organisations, mais très rapidement nous avons constaté divers enjeux qui n'ont pas permis la mise en place d’un tel comité.

D’abord, après plusieurs prises de contact, nous avons constaté, entre autres, que :

La position abolitionniste face à l’exploitation sexuelle et la prostitution qui est soutenue pour utpELLES, crée des résistances idéologiques importantes au sein de certains organismes Autochtones qui travaillent principalement sur la réduction de méfaits. Cela a rendu la tâche complexe pour créer une collaboration et dans d’autres cas cela a conduit à un refus de partenariat de la part des organismes approchés.

Tenant compte des effets dramatiques liés à l’histoire coloniale qui perdurent et les obstacles systémiques qui empêchent Les Premiers Peuples à avoir un accès à l’autodétermination, nous avons observé la perception de notre manque de légitimité en tant qu’organisme et travailleuses allochtones menant un projet qui concerne les Premiers Peuples.

Dans le contexte de décolonisation des savoirs, des pouvoirs actuels et selon les principes PCAP, les membres et les organismes des Premiers Peuples veulent choisir et mener les recherches sur les thématiques qui les concernent, le fait d’être un organisme allochtone voulant mener cette démarche a rendu les possibilités de collaboration plus complexes néanmoins nous y sommes arrivées grâce à l'ouverture et l’accueil positif de quelques organismes entre autres Femmes Autochtones du Quebec qui a relié l’information à des autres organismes de son réseau.

Nous avons également entrepris les démarches pour engager une chercheuse Autochtone qui pourrait mener la réalisation de cet état de lieux, nous avons constaté entre autres : le manque de visibilité à des postes académiques pour les femmes des Autochtones qui sont sous représentées dans le monde de la recherche en ce moment.

Parmi les chercheur.e.s Autochtones, notre demande de collaboration n'a pu aboutir en raison de la sursolicitation que ces chercheur.e.s vivent. Nous avons constaté également des enjeux académiques systémiques qui font que trop peu de chercheur. e. s des Premiers Peuples ont accès aux projets de recherche.

Nous avons continué les démarches auprès des organismes des Premiers Peuples et des organismes allochtones qui offrent des services de soutien et/ou des groupes de paroles à des femmes issues des Premiers Peuples, qui nous ont répondu vivre beaucoup de changements d’intervenant. e. s et des difficultés organisationnelles à maintenir le continuum des services à cause de la pandémie. Ces organismes n’ont pas pu nous aider, étant débordés de travail sur le terrain.

En même temps, nous avons entrepris des démarches auprès de diverses universités pour trouver la chercheuse, finalement nous avons rencontré la coordonnatrice de l’engagement communautaire à l’université de Concordia qui a manifesté son intérêt pour le projet et nous a Présenté au Réseau Montréal Network qui soutient l’écosystème formé de personnes et organismes engagés à améliorer la qualité de vie de la communauté des Premiers Peuples à Montréal.

Grâce à ce contact, nous avons eu la possibilité de présenter le projet lors d’une de leurs rencontres du cercle MIHAC au mois de septembre 2022. Les organismes présents ont pris l'engagement de faire circuler l'offre d'emploi concernant la chercheuse. Malheureusement, ils n'ont pu s'impliquer dans la réalisation de l'état des lieux. Nous avons obtenu un financement de la part de l’office de l’engagement communautaire de l’université de Concordia pour l’embauche d’une chercheuse des Premiers Peuples.

Suite à ce financement, nous avons créé un partenariat avec l'organisme Tshuapamitin pour la construction de cet état des lieux, mais après quelques semaines de travail, cette collaboration n'a pas pu se prolonger, cependant durant ces quelques semaines de travail nous avons eu accès à certaines données qui se retrouvent contenues dans ce rapport.

Malgré notre objectif primordial d'impliquer la vision des femmes des Premiers Peuples tout au long du processus, des obstacles ont complexifié les collaborations, tels que le manque de temps et de disponibilité des organismes partenaires, entre autres très impactés par les mesures liées à la covid 19.

Des différences culturelles peuvent également entraîner des malentendus, et donc rendre la communication plus difficile.

En tant qu’allochtones nous avions tendance à privilégier les rencontres plus formelles en ligne ou par écrit, tandis que les Premiers Peuples valorisent davantage la communication verbale et informelle en présence physique, or la période post covid n’était pas favorable aux déplacements et rencontres en présentiel.

En outre, nous manquons d’outils qui aideraient à une meilleure compréhension et des informations plus spécifiques sur les processus de décolonisation des savoirs demandés et attendus par les Premiers Peuples en interaction avec des allochtones. Ces processus complexes impliquent de réapprendre à communiquer avec respect et empathie pour les valeurs et les cultures des Premiers Peuples. Nous avons en tant qu’organisme entamé des formations dans ce sens avec des formatrices issues de Premiers Peuples.

En voulant travailler avec des femmes des Premiers Peuples pour la réalisation de l'état des lieux et la création d'un comité de discussion composé exclusivement de femmes des Premiers Peuples, nous avons reconnu leur place centrale dans le processus et voulu contribuer à renforcer notre collaboration de manière respectueuse des valeurs des Premiers Peuples. Dans ce sens, nous utilisons les outils de décolonisation des savoirs crées et mis à disposition par Reseaumtlnetwork pour les organismes et personnes alliées des Premiers Peuples.

En fin de compte, malgré les obstacles rencontrés, le contenu de cet état des lieux s'appuie sur une revue de littérature et l'analyse des résultats d'un questionnaire adressé aux intervenant.e.s qui travaillent dans les organismes offrant du soutien aux femmes et filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles qui pourraient avoir un vécu en lien avec l’industrie du sexe.

Cela nous permet de prendre en compte les besoins spécifiques de ces femmes tout en reconnaissant les différences culturelles qui existent et en travaillant pour mieux les comprendre et les intégrer dans nos collaborations futures.

Nous ressentons beaucoup de gratitude envers les organismes et les membres des Premiers Peuples qui partagent leurs savoirs et leurs pratiques avec nous tout au long de ce projet et au-delà.

**Méthodologie**

L'État des lieux des besoins des femmes et filles des Premiers Peuples en matière d'hébergement et de logement, ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe dans le contexte de la pandémie a été élaboré en accord avec deux principes d'approche féministe qui se complètent : l’intervention féministe et l'approche féministe intersectionnelle.

L’**intervention féministe** a émergé en Amérique du Nord et au Québec au cours des années 1970, dans la foulée des différents mouvements sociaux émergents comme le féminisme, le pacifisme et l’antiracisme.

« Cette *pratique repose sur des valeurs d’égalité, de justice sociale et de solidarité, se traduisant dans l’intervention par la reconnaissance du potentiel des femmes, la reprise du pouvoir sur leur vie et l’instauration de rapport égalitaire entre l’aidante et l’aidée. Dans les années 1980, l’intervention féministe au Québec s’appuie sur les écrits de féministes américaines qui seront vivement critiqués, au cours de la décennie suivante, par les féministes afro-américaines, hispano-américaines et indiennes. Les critiques visent principalement la tendance des féministes occidentales à homogénéiser les différents statuts sociaux et à centrer l’analyse féministe sur les rapports de genre, ce qui contribue à occulter d’autres formes de subordination comme celles liées à la race, à l’orientation sexuelle, à la classe sociale, etc. En réponse à ces critiques, le mouvement des femmes au Québec s’ouvre sur les femmes issues de la diversité et les féministes, tant du milieu de la recherche que de la pratique, ont renouvelé et bonifié l’intervention auprès des femmes en difficulté, s’intéressant à des réalités plurielles et diversifiées.»[[3]](#footnote-4)*

C’est ainsi, dans un contexte de remise en cause de l’ordre social et des institutions patriarcales que le mouvement féministe développera une nouvelle grille d’analyse des problèmes sociaux et de nouveaux savoir-faire en matière d’analyse et d’intervention auprès des femmes : l’intervention féministe intersectorielle permet de répondre aux besoins des femmes et filles des Premiers Peuples en matière d'hébergement et de logement. Cette intervention cherche à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autodétermination des femmes et des filles en renforçant leur statut, leur pouvoir, leur autonomie et leur sécurité

**L'approche féministe intersectionnelle**

L’inégalité complexe que vivent les femmes dans leur très grande majorité à travers le monde a conduit les mouvements féministes au développement d’une réflexion et d’un discours militant pour transformer les politiques sociales, favoriser l’adoption de cette posture dans les bonnes pratiques d’intervention et créer des mécanismes de lutte contre les discriminations.

Dès leur origine, dans les années soixante-dix, les modèles féministes d’intervention s’inspirent de trois lieux d’ancrage : les critiques, souvent universitaires du sexisme en psychothérapie, l’expérience des groupes féministes de réflexion aussi nommés*consciousness-raising groups*et, enfin, le féminisme radical qui résulte du courant critique de l’antipsychiatrie.[[4]](#footnote-5)

**Cette approche** est essentielle pour comprendre les besoins spécifiques des femmes et filles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l'exploitation sexuelle en matière d'hébergement et de logement dans le contexte de la pandémie. Elle permet de prendre en compte les facteurs de discrimination qui affectent leur situation, tels que leur origine ethnique, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur religion, leur couleur de peau, leur statut social, leur handicap, etc. Elle permet également de comprendre comment leur situation est influencée par des enjeux complexes tels que les violences coloniales et ses effets actuels, le racisme systémique, la pauvreté, l'itinérance, le manque d’opportunités professionnelles, le manque d’accès à des logements salubres et sécuritaires et le manque d'investissement financier dans les services de santé physique et mentale.

**L'approche féministe intersectionnelle** (AFI)[[5]](#footnote-6) est une approche fondée sur les droits et celui du logement comme droit fondamental. En comprenant, comment la situation de logement et d’hébergement des femmes, filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples est marquée également par le colonialisme, en utilisant le cadre utilisé par l’Enquête nationale sur les personnes disparues et assassinées Femmes et filles des Premiers Peuples (2019), « Les moyens de maintenir la violence coloniale »

L'Enquête nationale sur les personnes disparues et assassinées Femmes et filles des Premiers Peuples (2019) a démontré comment la situation de logement et d'hébergement des femmes et filles des Premiers Peuples est marquée par le colonialisme, ainsi que les moyens utilisés pour maintenir la violence coloniale. Cette enquête a mis en lumière l'ampleur des violences subies par ces femmes et filles, ainsi que l'impact de ces multiples violences dans toutes les sphères de leur vie

L'État des lieux tient compte de l'ensemble des dimensions de leur situation et propose une analyse basée sur la grille de lecture **féministe intersectionnelle** pour identifier les besoins en matière de logement et d'hébergement. En tenant compte enjeux structurels qui influent sur leur situation et les affectent de manière spécifique.

L’AFI a comme fondements :

**Une analyse sociopolitique f**aite de façon socio structurelle qui prend en compte l’impact des rapports de pouvoir entre les sexes et leurs conséquences sur les femmes, leur environnement, leur représentation d’elles-mêmes et leur capacité de contrôler leur destinée.[[6]](#footnote-7)

**Une perspective intersectionnelle** : Qui prendre en compte l’intersection entre les différents facteurs de discrimination (classe, sexe, origine ethnique, orientation sexuelle, religion, handicap, etc.) dans l’analyse des problèmes et dans l’élaboration de ses pratiques. Et ;

**Une approche holistique** ou l’intervention féministe préconise une approche ou les dimensions cognitive, émotionnelle, physique et matérielle doivent toutes être prises en considération au cours du processus d’intervention (Worell et Remer, 2003). En raison de l’analyse sociopolitique qui informe les pratiques d’intervention, les difficultés vécues sont plutôt appréhendées dans leur globalité, suivant une analyse systémique des problèmes sociaux.

Le processus d’élaboration du portrait des besoins est basé sur cette première approche et tente de suivre l’opérationnalisation du processus tel qu’il est décrit ci-dessus [[7]](#footnote-8):



**Approche féminisme des Premiers Peuples**

À ce sujet la réponse de Natanaël Béguin Paul, intervenante bisprituelle à l'organisme Tshuapamitin.

*“Il me semble d’abord essentiel de préciser que les communautés des Premiers Peuples ne forment pas une homogénéité. Chaque nation, chaque communauté ont une réalité, une culture et un rapport au monde bien différents et singuliers. Ce serait une erreur de les mettre dans le même bateau. C’est donc pourquoi nous parlons au pluriel. Par contre, ce que les Premiers Peuples, ces femmes des Premiers Peuples, ont en commun c’est le colonialisme. Donc lorsqu’on parle de Féminisme postcolonial ou plus simplement des enseignements que nous cherchons désespérément à protéger sont semblables, mais il est nécessaire d’en séparer le féminisme universalisme blanc. Les Premiers Peuples ont pour objectifs aujourd’hui de repenser et déconstruire les aspects issus de la colonisation qui persiste dans notre société et l’impérialisme qui ont entaché les rapports aux genres.*

*Le «féminisme des Premiers Peuples » prend part à travers la décolonisation. La critique du patriarcat que font les féministes occidentales, qui met en opposition les hommes et les femmes, n’est pas conforme aux valeurs véhiculées par les peuples des Premiers Peuples, ceux-ci étant davantage axés vers une considération de tous et de toutes dans la recherche de solution.*

*Les femmes des Premiers Peuples ne critiquent pas seulement le patriarcat emmené par la colonisation, mais aussi le système qui englobe cette colonisation.”* **Natanaël Béguin Paul**

Le féminisme intersectionnel des Premiers Peuples est une forme de féminisme qui reconnaît la multiplicité des oppressions basées sur la race, le genre, la classe sociale, l'orientation sexuelle, la religion, et autres aspects de l'identité, particulièrement pour les femmes des Premiers Peuples au Canada et au Québec.

Les femmes des Premiers Peuples sont confrontées à des formes uniques de discrimination et de violence qui sont intimement liées à leur position en tant membre des Premiers Peuples. La colonisation, la perte de territoires ancestraux, la marginalisation économique et la dévalorisation systématique de leurs cultures ont eu et ont encore des conséquences dramatiques sur la vie des femmes des Premiers Peuples.

La réconciliation entre les peuples des Premiers Peuples et les allochtones implique une prise en compte active du féminisme intersectionnel des Premiers Peuples, qui prend acte des multiples liens entre la discrimination, la colonisation, le patriarcat, et les autres formes d'oppressions systémiques vécues par ces femmes.

Les femmes des Premiers Peuples ont une longue histoire de militantisme féministe et anticolonialiste au Canada, notamment avec des figures telles que [Jeannette Corbiere](https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/commemorations-celebrations/femmes-influence/droits-personne/jeannette-corbiere-lavell.html) Lavell, [Thelma Chalifoux,](https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/thelma-chalifoux) Les mouvements féministes des Premiers Peuples modernes, tels que le Native Women's Association of Canada, ont émergé dans les années 1970, avec une attention particulière sur les enjeux de la violence à l'égard des femmes des Premiers Peuples, la discrimination systémique, et les effets de la Loi sur les Indiens.

Ces mouvements ont continué à évoluer, en reconnaissant les enjeux supplémentaires de l'intersectionnalité et en travaillant à inclure les voix et perspectives des femmes bispirituelles et queer, qui sont souvent marginalisées. Les femmes des Premiers Peuples ont aussi mis en œuvre des pratiques traditionnelles de bien-être qui visent à promouvoir la guérison collective qui se veulent à la fois radicales et aussi ancestrales, entre autres à travers un renforcement du rôle des aînées.

Au Québec, les femmes des Premiers Peuples ont fait entendre leur voix au sein de différents mouvements de femmes des Premiers Peuples, tels que Femmes Autochtones du Québec, pour revendiquer leurs droits et leur place dans la société tout en mettant en lumière les facteurs de risque qui affectent leur sécurité, notamment en matière de logement et d'hébergement.

Le féminisme intersectionnel des Premiers Peuples reconnaît que les luttes pour les droits des femmes des Premiers Peuples sont étroitement liées aux luttes pour les droits des Premiers Peuples plus largement. En s'appuyant sur les connaissances et la sagesse traditionnelles des nations des Premiers Peuples, les mouvements féministes des Premiers Peuples continuent de jouer un rôle crucial dans le combat pour l'égalité des sexes et la décolonisation au Canada et au Québec. Cela a été souligné lors de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles des Premiers Peuples disparues et assassinées.

Le féminisme intersectionnel des Premiers Peuples est un mouvement clé pour la défense des droits des femmes des Premiers Peuples, intégrant les enjeux systémiques propres à leur situation, et travaillant à reformuler les structures de pouvoir pour inclure la perspective des Premiers Peuples.

Des féministes issues des Premiers Peuples sont particulièrement sensibles et militantes sur la question de l’exploitation sexuelle, comme par exemple [Sherry Smiley](https://www.concordia.ca/next-gen/smiley.html) qui est une féministe abolitionniste canadienne, auteure et militante pour l'élimination de la violence contre les femmes, en particulier la violence sexuelle et la traite des êtres humains. Avec de l’expérience dans le domaine du travail social, Smiley est une voix importante dans le mouvement féministe abolitionniste en Amérique du Nord.

Smiley s'oppose à l'industrie du sexe et à la prostitution, car elle croit que cela perpétue la violence systémique contre les femmes et les filles et perpétue les inégalités de genre. Elle a [expliqué](https://tradfem.wordpress.com/2016/10/01/cherrie-smiley-le-veritable-changement-pour-les-femmes-autochtones-commence-par-labolition-de-la-prostitution/) que la prostitution « n'est *pas un travail ou un choix; c'est une forme de violence et d'abus »*.

Comme abolitionniste, Smiley soutient que l'approche la plus efficace pour lutter contre la traite des êtres humains et la violence sexuelle est de mettre fin à la demande pour l'industrie du sexe plutôt que de mettre l'accent sur les personnes qui y travaillent. Elle soutient que les lois et les politiques doivent être modifiées de manière à traiter les personnes prostituées comme des victimes de violence et à criminaliser les clients et les proxénètes qui exploitent la vulnérabilité des femmes.

En tant que leader abolitionniste, Smiley a écrit plusieurs articles affirmant l'importance de la reconnaissance de la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle, particulièrement dans le contexte des Premiers Peuples, ce qui se reflète par exemple dans le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles des Premiers Peuples disparues et assassinées.

Smiley est également co-fondatrice de AWAN, un groupe de femmes des Premiers Peuples abolitionnistes qui travaillent ensemble pour mettre fin à la violence contre les femmes des Premiers Peuples et leur permettre de récupérer leur « pouvoir, leur fierté et leur identité ».

En somme, Sherry Smiley est une féministe abolitionniste importante au Canada, qui plaide pour l’abolition du travail forcé et de la prostitution, en particulier menée par des femmes des Premiers Peuples. Sa position abolitionniste se traduit par sa lutte continue pour mettre fin non seulement à la demande pour l'industrie du sexe, mais aussi pour des politiques et des lois qui considèrent les personnes prostituées comme des victimes de violences et non comme des criminelles. Smiley est un modèle à suivre pour les défenseurs des droits des femmes et des victimes de la traite des êtres humains qui cherchent à améliorer les conditions de vie des femmes et des filles, notamment en période de crise sanitaire ou sociale.

**Une approche fondée sur les droits**

Nous avons décidé de baser cet état des lieux sur une perspective des droits, cela veut dire que pour nous les femmes et filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples sont titulaires de droits individuels et collectifs avec des droits régis par le droit international et national.

Comme expliqué par l’Organisation des Nations unies, l’approche fondée sur les droits des personnes exige que les principes relatifs aux droits de l’humain (universalité, indivisibilité, égalité et non-discrimination, participation, responsabilité) soient pris en compte.

Dans ce contexte et comme établi par l’ONU, nous considérons également qu’avoir un logement décent est un droit humain. Le droit à un logement adéquat et sécuritaire a été reconnu comme faisant partie intégrante du droit à un niveau de vie suffisant dans la Déclaration universelle des droits de l’homme de 1948 et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. D’autres instruments internationaux relatifs aux droits des personnes ont depuis reconnu ou rappelé le droit à un logement convenable ou certains éléments de ce droit, comme la protection du logement de chacun et de sa vie privée.[[8]](#footnote-9)

Dans le même sens, le Canada est signataire de nombreux pactes internationaux qui soutiennent le droit au logement, notamment le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap.

Reconnaître le logement comme un droit de la personne signifie que nous cherchons à comprendre comment les violences vécues par les femmes et les difficultés de celles qui ont un vécu en lien avec l'industrie du sexe pour trouver un logement sécuritaire, pérenne et adapté à leurs besoins ne sont pas seulement le résultat de circonstances individuelles ou relationnelles, mais sont liées à des inégalités systémiques et à l'incapacité des gouvernements à protéger les droits fondamentaux de ces femmes. Cet état des lieux est une contribution pour faire avancer les propositions de changements de réglementations et/ou de politiques dans les différents niveaux de gouvernance, qui pourront apporter des changements positifs à ce niveau.

Étant donné que le droit à un logement décent a été inscrit dans la loi canadienne en juin 2019, les conclusions de cette recherche pourraient entraîner des répercussions importantes sur les obligations du Canada en matière de droits de la personne envers les femmes, les filles et incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples.

Le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes des Premiers Peuples disparues et assassinées en 2019 met en lumière l'impact du colonialisme sur les femmes, les filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples en matière d'hébergement et de logement. Le cadre développé par l'Enquête, qui identifie les structures et les forces qui entretiennent la violence coloniale, décrit quatre axes qui renforcent la manifestation historique et contemporaine du colonialisme et conduisent à des violences coloniales et genrées.

* Le traumatisme historique, multigénérationnel et intergénérationnel;
* La marginalisation sociale et économique;
* Les stratégies de maintien du statu quo et l’absence de volonté institutionnelle;
* Le manque de reconnaissance du libre arbitre et de l’expertise des femmes et des filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles.

Ces 4 axes sont autant de facteurs qui maintiennent les femmes des Premiers Peuples en état de vulnérabilité, y compris en matière de logement.

Il est essentiel d'accorder une attention particulière à la violence sexuelle subie par les femmes, les filles, et les femmes bispirituelles des Premiers Peuples, et de comprendre comment l'accès à un logement décent et sécuritaire pourrait constituer un levier pour aider ces femmes à sortir des situations de vulnérabilité.

Au cours de la réalisation de ce projet, nous avons eu l'opportunité d'accéder à plusieurs recherches concernant la violence exercée envers les femmes et les filles des Premiers Peuples, et particulièrement la violence sexuelle qu'elles subissent. Bien que ces recherches démontrent la surreprésentation de ces femmes dans les statistiques, il est important de souligner le manque de recherche spécifique sur les femmes, les filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples qui ont un vécu en lien avec l'industrie du sexe.

Par conséquent, il est important que les organismes travaillant avec des femmes dans cette situation dans un souci de respect et d’implication des Premiers Peuples, prêtent attention à leurs situations, leurs besoins, leurs visions, etc. et œuvrent pour combler ce manque d'informations spécifiques à leur égard. Cela permettra d’adopter des interventions plus pertinentes pour cibler les besoins des femmes, filles et femmes bispirituelles des Premiers Peuples, en matière d'hébergement et de logement et de lutter contre la violence sexuelle qu’elles subissent.

Comprendre comment la situation de logement et d'hébergement des femmes, filles, et femmes bispirituelles des Premiers Peuples est marquée également par le colonialisme est crucial pour développer des stratégies efficaces pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière de logement et de prévention de la violence. Le cadre élaboré par l'Enquête nationale sur les femmes des Premiers Peuples disparues et assassinées (2019) qui dénonce; « *Les moyens de maintenir la violence coloniale* », permet de prendre en compte les enjeux complexes qui influent sur leur situation tout en favorisant une approche respectueuse et inclusive des valeurs des Premiers Peuples.

En tant qu'organisme travaillant à améliorer les conditions d'accès à l'hébergement et au logement pour les femmes ayant un vécu en lien avec l'exploitation sexuelle, utpELLES souhaite documenter la réalité des femmes, filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples qui rencontrent des problématiques en matière d'accès à des logements sécuritaires. L'objectif est de mener une observation, une compréhension, et la diffusion de leurs besoins pour les aider à se protéger contre les situations d'exploitation sexuelle, ainsi que de répondre à leurs attentes en matière d'hébergement et de logement, compte tenu de l'impact de la pandémie sur leurs conditions de vie.

Dans le cadre de cet état des lieux, nous cherchons à comprendre les besoins spécifiques des femmes, des filles et des femmes bispirituelles des Premiers Peuples qui seraient en situation de vulnérabilité afin qu'un logement sécuritaire puisse leur offrir une protection adéquate et les accompagner à s’outiller dans leur choix potentiel d’alternatives et de sortie de la prostitution. Nous souhaitons savoir à quoi ces femmes aspirent en matière d'hébergement et de logement, compte tenu des effets de la pandémie sur leurs conditions de vie.

Nous le faisons en tant que femmes et féministes dans le sens où au sein de l'organisme utpELLES, se sont les valeurs de sororité qui nous animent profondément. La démarche communautaire que constitue l’État des lieux est un défi, riche à la fois étant donné sa nature innovante de vouloir mener ce projet aux côtés des femmes des communautés des Premiers Peuples et ce dans un contexte sociopolitique complexe.

Alors que nos vécus de femmes, nos trajectoires et nos aspirations de vie sont si différentes. Nous avons des valeurs d'engagement communes à rester solidaires entre femmes face à un système qui ne priorise pas suffisamment les enjeux  des plus vulnérables. Les femmes et filles étant ou ayant été dans l’industrie du sexe ont un besoin urgent de ressources d’hébergement spécifiquement conçues pour répondre à leurs besoins. Quels que soit leur situation et leurs choix de vie.

 Nous souhaitons sincèrement être reconnue comme alliées, dans le sens défini dans la [Trousse d’outils pour les alliées aux luttes des Premiers Peuples,](https://reseaumtlnetwork.com/wp-content/uploads/2019/02/Trousse.pdf) produit par le Reseaumtlnetwork : ALLIÉE « *Être une alliée, c’est perturber les espaces oppressifs en éduquant les autres sur les réalités et l’histoire des personnes marginalisées.* » Et pouvoir mettre notre énergie et nos compétences au service des femmes des organismes des Premiers Peuples et contribuer à répondre ensemble aux demandes des femmes et filles ayant un vécu dans l’industrie du sexe, en matière de logement et d’hébergement.

Le contexte post pandémique actuel est particulièrement difficile pour les femmes des Premiers Peuples, en raison, entre autres, des conséquences de l'histoire coloniale et de la pandémie de Covid-19. Les femmes, les filles et les femmes bispirituelles des Premiers Peuples sont particulièrement exposées aux violences et sont surreprésentées dans les situations de précarité et de vulnérabilité en matière de logement. Il est donc de notre devoir, en tant qu'organisme, de contribuer à la compréhension de la situation de ces femmes afin de pouvoir leur offrir l'appui et l'aide dont elles ont besoin pour améliorer leur sécurité et leur qualité de vie.

**Le choix de la recherche-action**

L’organisme utpELLES (Un Toit Pour Elles) travaille à améliorer les conditions d’accès à l’hébergement et logement des femmes ayant un vécu en lien avec l’exploitation sexuelle. De par l’expérience de soutien offerte aux femmes sur le terrain, les travailleuses de l’organisme de la CLES observent et analysent depuis 2005, les réalités vécues. Sur cette base expérientielle de la CLES qu’utpELLES (créé en 2018) souhaite mieux documenter et participer à la diffusion des besoins des femmes, des filles incluant les femmes bispirituelles, des Premiers Peuples qui sont confrontées à l’exploitation sexuelle. Plus spécifiquement en matière d’accès à l’hébergement et au logement sécuritaire et ses effets potentiels sur leur bien-être et celui de leurs enfants.

En tant que travailleuses à utpELLES, engagées et soucieuses de la bonne pratique, il nous apparait important de mettre en place une méthodologie qui serait la plus adéquate possible compte tenu de la complexité à la fois du sujet: les enjeux et besoins en matière de logement et d’hébergement dans le contexte de la covid.  Et des personnes concernées : les femmes, filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe.

En tant que femmes, nous sommes concernées par les problématiques qui affectent d’autres femmes, la problématique de leur accès à de l’hébergement et à un logement décent et sécuritaire déjà observée depuis longtemps (voir la bibliographies, recherches SCHL et la CLES etc) s’est aggravée depuis la Covid.

Notre niveau d’implication nous a influencé à, dans un premier temps, nous rapprocher des communautés et des organismes communautaires des Premiers Peuples qui leur offrent des services.  Dans le but d’apprendre, de comprendre et éventuellement de partager nos compétences mutuelles au service d’un objectif commun.  À savoir, contribuer ensemble à identifier avec plus d’informations et de précisions les besoins des femmes, des filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples à la suite des effets de la pandémie sur leur capacité de se loger ou d’être hébergée, à Montréal mais aussi à l’échelle du Québec.

Se rapprocher et collaborer dans un projet de type communautaire comme l'État des lieux, demande un rapport de confiance basé sur le respect, l'ouverture aux différences et la capacité d’accueil à ce nous avons en commun et qui nous rapproche; comme le fait d’être femmes, et intéressées à faire partie des changements systémiques de notre société.

Ce qui correspond bien à la démarche d’une recherche action selon [Michèle Catroux](https://doi.org/10.4000/apliut.4276) dans son Introduction à la recherche-action : modalités d’une démarche théorique centrée sur la pratique

An introduction to action research: Aspects of a practice-centred theoretical process

« *La recherche-Action contribue à faciliter l’identification d’un problème ou l’émergence d’une question saillante et la résolution de ceux-ci par la mise en place de stratégies visant à l’amélioration d’une situation insatisfaisante pour chacun des participants. Elle permet au praticien d’apprendre à identifier ses besoins tout en restant en contact avec son terrain d’action et d’établir une démarche pour atteindre des objectifs de changement.* » M.Catroux. 2002 (p8-20)

1.**Les participantes à retenir;**

Les intervenant.e.s offrant des services de soutien aux femmes et filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l’Industrie du sexe dans le contexte de la covid 19. Également par un échantillonnage aléatoire simple.

2. **Les informations à recueillir**;

L’objectifs est de recueillir des informations auprès des intervenant.e.s sur leurs observations du vécu des femmes et filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles en matière d’accès à l'hébergement et au logement pendant la période du covid où les conditions d’interventions ont été très perturbées.

Ces informations vont permettre une analyse de la situation et des besoins observés.

**3.Les outils de collecte des informations**;

L’outil choisi est un questionnaire sous la forme papier et/ ou numérique en fonction du choix des intervenant.e.s qui contient trois sections de questions et treize questions dont deux questions ouvertes et onze questions à choix multiples.

4.**Le déroulement de la collecte des informations**;

Les questionnaires ont été distribués aux intervenant.e.s de plusieurs organismes qui offrent des services à des femmes, filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples.

5**.Les méthodes d’analyse des données**;

La méthode d’analyse sera de colliger les valeurs quantitatives de ces données (analyse statistique) et à saisir le sens des données recueillies (analyse des contenus des réponses) et pourra être faite par utpELLES. Pour l’analyse qualitatives des données nous tiendrons compte des différences d’interprétations potentielles et des biais qu’en tant qu’allochtones utpELLES pourrait avoir.

6.**Le temps requis pour chacune des étapes**;

La planification étant tributaire de la date de remise du rapport final.

7**.Éthique et confidentialité;**

Les questions d’éthique sont au cœur de la méthodologie choisie, en effet le questionnaire des besoins des femmes, filles les femmes bispirituelles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l’exploitation sexuelle, en matière de logement et d’hébergement dans le contexte de la pandémie de covid s’adresse et concerne uniquement les Premiers Peuples.

Les intervenant.e.s participant.e.s ont donc la garantie de la part d’utpELLES de recevoir une information complète quant au processus, la finalité de leur participation et la liberté de s’engager et/ou de se désengager pendant le processus à tout moment. Ces options étant clairement nommées dans le formulaire de consentement. Par ailleurs, utpELLES s’est aussi engagé à la garantie de la confidentialité des données partagées de façon anonyme par les intervenant.e.s participant.e.s. Dans l’analyse des résultats, la question d’éthique se pose également quant à l’interprétation et la diffusion des résultats. Les intervenant.e.s participant.e.s ainsi que les communautés et les organismes des Premiers Peuples recevront les résultats sous la forme d’un rapport résumé et/ou complet sur demande.

**Lexique**

Pour commencer, il semble pertinent de faire une clarification sur la terminologie recensée dans les écrits et les définitions auxquelles nous avons choisi de faire référence dans le respect de la décolonisation des savoirs.

En premier lieu : 1- les termes qui concernent les différents peuples des Premiers Peuples et leur histoire à travers leurs propres lexiques et terminologies.

Et en deuxième lieu : 2- les termes reliés à l’industrie du sexe, la prostitution, l’exploitation sexuelle ainsi que les violences que subissent les femmes et filles des Premiers Peuples.

1. Les définitions concernant le lexique proposé par diverses organisations et groupes des Premiers Peuples dont le Petit guide terminologies en contexte des Premiers Peuples produit par[Mikana](https://www.mikana.ca/) (<https://www.mikana.ca/>) et du [Reseaumtlnetwork](https://reseaumtlnetwork.com/fr/ressources/) <https://reseaumtlnetwork.com/fr/accueil/> dans leur document intitulé Parcours éducatif, au chapitre; Introduction aux réalités des Premiers Peuples et Stratégies coloniales.

KANATA (Canada): proviendrait du groupe linguistique iroquoien. Dans la langue Kanien’kéha, kanáta signifie ville ou village. Il pourrait aussi dériver du mot yändata’ en wendat, qui veut dire aussi dire village.*[[9]](#footnote-10)*

KEPEK (Québec): tiendrait ses origines dans certaines langues algonquiennes. On dit, par exemple, kapak en Atikamekw pour dire ‘’descend!’’ ou ‘’débarque!’’ d’une embarcation. On peut donc s’imaginer que c’est ce que les Premiers Peuples auraient pu répéter aux premiers Européens qui approchaient de la rive dans leurs barques! *[[10]](#footnote-11)*

LES PREMIERS PEUPLES: « la population des Premiers Peuples compterait plus de 370 millions de personnes vivant dans 70 pays. Gardiens de traditions uniques, ils préservent des caractéristiques sociales, culturelles, économiques et politiques distinctes de celles des sociétés dominantes dans lesquelles ils vivent. Répartis partout dans le monde, de l’Arctique au jusqu’au Pacifique, ils sont les descendants – selon une compréhension commune – de ceux qui habitaient dans un pays ou occupaient une région géographique à l’époque où des peuples de cultures ou d’origines ethniques différentes sont arrivés. »*[[11]](#footnote-12)*

Le Kanata reconnaît légalement 3 groupes des Premiers Peuples sur son territoire: les Premières Nations, la nation Métis et les Inuits

PREMIÈRES NATIONS [[12]](#footnote-13): terme utilisé au Kanata pour définir les groupes des Premiers Peuples à travers le territoire, à l'exception des Métis et Inuit. Quand on parle des Premières Nations, on fait référence à plus de 50 nations distinctes et à environ 630 communautés dispersées d'est en ouest du Kanata. Les Nations faisant partie de ce groupe partagent quelques fois des cultures et langues similaires, mais ont chacunes leurs propres réalités, histoires, traditions, langues, territoires et croyances.*[[13]](#footnote-14)*

NATION MÉTIS: la Nation Métis est un groupe dont les membres sont des descendants des Premières Nations du Kanata et des premiers occupants européens, ayant leur propre histoire, leur propre langue (Mitchif), leur culture et traditions. Il s’agit aussi du terme légal utilisé par le Kanata. Ce terme est parfois confondu avec l’adjectif ‘’Métissé’’, qui lui signifie venir de deux ou plusieurs ethnicités différentes.*[[14]](#footnote-15)*

INUIT : Inuit est le terme qu'utilisent les Premiers Peuples issus ou habitants certaines régions circumpolaires pour définir leur peuple. On retrouve entre autres les Inuit en Russie, en Sibérie, en Kalaallit Nunaat (Groenland), en Alaska, ainsi qu’au Kanata. Le territoire des Inuits au nord du Kanata se nomme Inuit Nunangat et s'étend du nord du Yukon jusqu'au Nunatsiavut (nord du Labrador). *[[15]](#footnote-16)*

ALLOCHTONE : On peut utiliser le terme allochtone pour toutes personnes dont les ancêtres ne sont pas originaires de la terre où elles résident. Il faut toutefois faire attention; il peut être discriminatoire de l’utiliser dans certains cas, puisque certains membres des Premiers Peuples d’autres pays sont parfois des immigrants ou des réfugiés sur un nouveau territoire. *[[16]](#footnote-17)*

L[A LOI SUR LES INDIENS](https://reseaumtlnetwork.com/wp-content/uploads/2022/12/FR_Parcours_educatif_final_juin2022_V2.pdf) : structure la relation que le Gouvernement canadien entretient avec les Premiers Peuples depuis environ 150 ans. Ce texte législatif, autrefois appelé « *l’Acte sur les sauvages* » a été adopté par le parlement canadien en 1876 pour contrôler et régir tous les aspects de la « *vie des indiens* » Il s’applique seulement aux Premières Nations, et non aux Inuit ou aux Métis. Les mesures mises en œuvre par la Loi sur les Indiens comprennent :

La création de communauté (anciennement appelées réserves par les allochtones) et des conseils de bande comme système de gouvernance; l’obligation de fréquenter les pensionnats indiens; l’interdiction des pratiques, objets et espaces culturels; le changement des noms traditionnels pour des noms européens ou des numéros; la perte de statut pour des femmes des Premiers Peuples qui mariaient des allochtones.

La Loi sur les Indiens a été amendée plusieurs fois au fil des années et certaines de ces mesures ont été écartées. Cependant, la loi est toujours en vigueur aujourd’hui et elle continue d’affecter les droits humains des Premiers Peuples.

Elle définit toujours qui est et qui n'est pas reconnu comme un « Indien » selon des critères qui enfreignent les traditions des Premiers Peuples. Elle détermine diverses règles concernant les communautés. Notamment, les terres des communautés sont des terres qui appartiennent à la couronne sur lesquelles les membres des Premiers Peuples ne peuvent pas obtenir de droits de propriété. Elle organise la gestion des ressources des conseils de bande ainsi que la forme des élections.*[[17]](#footnote-18)*

COLONIALISME Le colonialisme est la tentative d’imposer ou l’imposition réelle de politiques, lois, mœurs, économies, cultures ou systèmes et institutions mis sur pied par les gouvernements colonisateurs pour appuyer et maintenir l’occupation de territoires des Premiers Peuples, l’assujettissement des Nations des Premiers Peuples et les schèmes de pensée internalisés ou externalisés qui soutiennent cette occupation et cet assujettissement. Il ne faut pas confondre les termes « colonialisme » et « colonisation ». Le premier est l’idéologie préconisant la colonisation, tandis que le second renvoie, de façon générale, au processus par lequel les Européens ont envahi et occupé les territoires nationaux des Premiers Peuples.

INTERSECTIONALITÉ : concept établi à l’origine par Kimberley Crenshaw pour définir les expériences uniques de discriminations subies par les femmes noires, le terme s’est depuis élargi pour comprendre d’autres impacts discriminatoires qui s’additionnent, y compris le sexe, la race, la capacité physique, l’origine ethnique, la nationalité, la citoyenneté et le statut socio-économique.  
Dans le contexte des Premiers Peuples, nous reconnaissons que certains membres des Premiers Peuples font face à plusieurs niveaux de combinaisons de facteurs discriminants, par exemple racisme, sexisme et manque d’accès aux ressources.

LES FEMMES BISPIRITUELLES OU 2SPIRIT Les femmes bispirituelles des Premiers Peuples, également appelées 2spirits, occupaient une place importante dans les cultures des Premiers Peuples avant l'arrivée des colonisateurs. Ils étaient souvent considérés comme des leaders spirituels, médiateurs, guérisseurs, et des gardiens de la culture et de l'histoire des Premiers Peuples. Les deux esprits étaient considérés comme des personnes qui avaient la capacité de porter en eux les énergies masculines et féminines, ce qui leur donnait une vision du monde unique et précieuse.

Cependant, avec la colonisation, les personnes bispirituelles ont été stigmatisées et discriminées en raison des idéologies coloniales d'époque. Cette oppression continue d'avoir un impact sur les personnes bispirituelles, qui sont souvent victimes de marginalisation, de discrimination, et de violence.

VIOLENCE COLONIALE :

Violences exercées contre les femmes et filles des Premiers Peuples avec l’imposition coloniale de rôles attribués selon le genre, les personnes des Premiers Peuples ont vu leurs rôles communautaires démantelés. Plus particulièrement la mise en place de la loi sur les Indiens et d’autres politiques coloniales a progressivement éliminé leurs droits. Les stéréotypes, la sexualisation des femmes des Premiers Peuples et leur absence de droits ont conduit à l’acceptation sociale de la violence dont elles sont victimes. (Lexique Réseau- boîte de décolonisation- 2022)

1. Définitions des termes concernant l’exploitation sexuelle des femmes et des filles, selon le document produit par la CLES : Dire les Maux-Lexique d’une lutte contre l’exploitation sexuelle

EXPLOITATION SEXUELLE : est une pratique par laquelle une ou des personnes obtiennent une gratification sexuelle, un gain financier ou un avancement quelconque en abusant de la sexualité d’une autre personne ou d’un groupe de personnes, lésant ainsi le droit de ces dernières à la dignité, à l’égalité, à l’autonomie et au bien-être physique et mental. L’exploitation sexuelle se situe dans un continuum de violence envers les femmes, incluant la prostitution sous toutes ses formes: la prostitution de rue, les services d’escortes, le massage dit érotique, les services de domination et de soumission, la danse nue, le téléphone dit érotique commercial, la pornographie, l’esclavage sexuel, le tourisme sexuel, la traite nationale et internationale d’êtres humains à des fins sexuelles, le mariage forcé et le mariage par correspondance, etc.

1. La définition de la prostitution d’Andréa Dworkin dans son livre Pouvoir et violences sexistes

PROSTITUTION : comme définie par Andréa Dworkin, Auteure, féministe, militante et survivante de la prostitution. « Je veux nous ramener à l'essentiel. Prostitution : qu'est-ce que c'est ? C'est l'utilisation du corps d'une femme pour le sexe par un homme, il paie de l'argent, il fait ce qu'il veut. Dès qu'on s'éloigne de ce qu'elle est réellement, on s'éloigne de la prostitution pour entrer dans le monde des idées. Vous vous sentirez mieux; vous passerez un meilleur moment; c'est plus amusant; il y a beaucoup à discuter, mais vous discuterez d'idées, pas de prostitution. La prostitution n'est pas une idée. C'est la bouche, le vagin, le rectum, pénétrés généralement par un pénis, parfois des mains, parfois des objets, par un homme, puis un autre, puis un autre, puis un autre, puis un autre. C'est comme ça » – Andréa Dworkin (Pouvoir et violence sexiste, Andrea Dworkin, Préface de Catherine A. MacKinnon, p. 77-78)

**La revue de littérature**

La revue de littérature de l'État des Lieux est présentée ici selon un processus d’analyse de trois niveaux socio ethnographiques successifs.

Il a été choisi pour mettre en lumière la complexité du système dans lequel cette problématique s’inscrit.

En premier : les enjeux recensés sur les situations identifiés dans plusieurs recherches effectuées auprès des Premiers Peuples du Canada seront abordés dans la partie

A pour : Situer les problématiques vécues par les Premiers Peuples, dans leur histoire coloniale, entre autres en matière de logement et d’hébergement.

Ensuite, les informations concernant la situation d’hébergement et de logement de la population des femmes et filles des Premiers Peuples ont été ciblées dans la partie

B : L’insécurité majeure et systémique de l’accès au logement pour les femmes et filles des Premiers Peuples ainsi que l’impact de la pandémie en matière de logement et d’hébergement.

Pour enfin observer dans la partie C : Les conditions d’hébergement et logement des femmes et filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples, étant ou ayant été dans l’industrie du sexe au Canada et au Québec.

A. Situer les problématiques vécues par les Premiers Peuples, dans leur histoire coloniale, entre autres en matière de logement et d’hébergement.

Les enjeux auxquels font face les populations des Premiers Peuples sont dénoncés régulièrement entre autres, par les Nations unies en 2019 à travers les faits observés suivants : « Les Premiers Peuples se heurtent à d’importants obstacles dans l’exercice de leur droit au logement par rapport aux peuples allochtones, Ils sont plus susceptibles d’être mal logés et d’avoir des problèmes de santé qui découlent de cette situation, le pourcentage des sans abri parmi eux est disproportionnellement élevé et ils sont extrêmement vulnérables aux expulsions forcées, à l’accaparement de terres et aux effets des changements climatiques. Lorsqu’ils défendent leurs droits, ils sont souvent la cible de violences extrêmes. »*[[18]](#footnote-19)*

La rapporteuse des Nations unies Madame Leilani Farha souligne que : « *Le sens et l’application du droit au logement doivent donc intégrer le droit à l’autodétermination, le principe du consentement préalable, libre et éclairé, le droit à la terre, aux territoires et aux ressources, et l’accès à la justice.*»*[[19]](#footnote-20)*

Le non-accès à l’autodétermination des Premiers Peuples montre des effets systémiques actifs à ce jour. Ce système de pouvoir a des incidences considérables dans toutes les sphères de vie des populations des Premiers Peuples à l’échelle du Canada, leur situation socioéconomique globale et entre autres, sur l'accès au besoin de base qu’est le logement.

Dans le rapport produit par l’observatoire Canadien de l'itinérance*[[20]](#footnote-21)* Les chercheur.e.s démontrent comment les décisions historiques, patriarcales et coloniales ont privé les Premiers Peuples de leurs droits fondamentaux à l’autodétermination. Les déplacements successifs forcés des individus et la séparation de leurs terres et leurs communautés ont eu des effets profonds, notamment sur l’accès et la relation au logement. La « *déconnexion spirituelle et sociale* » a déséquilibré le fonctionnement holistique précolonial au niveau de la santé physique et mentale. Cet « arrachement » déstructurant a induit des comportements psychosociaux dramatiques qui sont encore vécus aujourd’hui par un très grand nombre de personnes des Premiers Peuples et/des premières nations. L’un des effets les plus visibles étant l’itinérance où la surreprésentation des Premiers Peuples apparaît.

Ce que les chercheur.e.s de ce rapport appellent « *les pertes de la désintégration culturelle* » génèrent aussi de multiples formes de violences dont les enfants et les femmes sont les premières victimes, en les privant, entre autres de facteurs de protection de base et en compromettant leurs capacités de s’enraciner, se développer et s’épanouir harmonieusement.

Le processus systémique a provoqué, selon l’Observatoire, une crise majeure au niveau du logement à laquelle la société canadienne « ne peut et/ou ne veut pas répondre immédiatement pour faire face au besoin urgente de logement pour la population itinérante des Premiers Peuples »

Les conséquences de ces stratégies politiques sur la population des Premiers Peuples vulnérable est également pointée par le Comité des citoyens de Milton Parc dans leur rapport sur les politiques publiques et recommandations concrètes publié en 2020.

En effet, les auteur.e.s soulignent les liens entre les politiques fédérales de désinvestisse dans le logement public » et la faible réponse à « l’urgence nationale du Canada » face à l’augmentation de la précarité et de l’itinérance surtout dans les populations des Premiers Peuples qui résulte « de l'héritage colonial combiné à une discrimination systématique permanente » notamment dans les marchés de l’emploi et du logement. "Les projets coloniaux ont fait en sorte que les Premiers Peuples soient exclus de l'accès aux terres et aux ressources traditionnelles, les plaçant intentionnellement dans une situation économique précaire et dépendante"

Les racines de l’itinérance des Premiers Peuples, des Premières Nations, des Inuit et des Métis se trouvent dans la violence structurelle de leur histoire coloniale et perdure encore aujourd’hui.

Les déplacements et la sédentarisation forcée hors d’un contexte biopsychosocial traditionnel et spirituel ont augmenté et accéléré le mouvement des Premiers Peuples vers les villes*[[21]](#footnote-22)*. Les conditions de vie dans les communautés étant très difficiles ; « *En outre, les logements et les infrastructures dans les réserves continuent d'être gravement sous-financés, ce qui encourage la migration vers les centres urbains. Par exemple, le manque de plomberie et d'électricité, la mauvaise isolation, la moisissure, l'absence de réparations majeures et le surpeuplement continuent d'affecter une proportion importante des réserves. Bien que le Canada possède plus d'eau douce que n'importe où ailleurs dans le monde, 75 % des réserves ont de l'eau contaminée, certaines communautés ayant déclaré l'état d'urgence en raison des niveaux de produits chimiques toxiques dans l'eau* »*[[22]](#footnote-23)*

Dans le cadre de la revue de littérature produite par les organismes des Premiers Peuples sur ce sujet, il est pertinent de mettre en avant le [rapport d’analyse](https://reseaumtlnetwork.com/wp-content/uploads/2022/01/Itine%CC%81rance_Recherche_2018-2020-FR_PUBLIC.docx.pdf) effectué pour [Reseaumtlnetwork](https://reseaumtlnetwork.com/fr/accueil/) sur les types d’itinérance, les causes et les facteurs systémiques qui maintiennent les personnes les plus vulnérables dans ces situations :

« *La violence au sein des communautés des Premiers Peuples est produite par une interaction complexe de systèmes comportementaux, sociaux, historiques et institutionnels*. »

Leur constat sur le terrain rejoint celui qui a été fait par les rapports de recherche cités précédemment et dont les différents paliers de gouvernance n’ont pas encore tenu compte en ce qui concerne l’investissement financier adéquat et la mise en place de politiques efficaces pour répondre aux besoins reliés à l’itinérance des personnes des Premiers Peuples :

« *Les facteurs qui contribuent à l’itinérance des Premiers Peuples sont le racisme systémique, les structures coloniales canadiennes, les conditions de logement insécuritaires, la pauvreté, la violence dans les communautés et les espaces urbains ainsi que l’inaccessibilité aux services et à l’éducation. La recherche montre que les facteurs de risque et les facteurs qui poussent les membres des Premiers Peuples à se retrouver dans la rue et à faire face à l’itinérance ne sont pas individuels, mais plutôt l’une des nombreuses conséquences causées par des siècles de systèmes sociopolitiques et économiques discriminatoires perpétués par le colonialisme, le capitalisme et le racisme.* » *[[23]](#footnote-24)*

Plusieurs recherches sur la question du logement pour les Premiers Peuples, Métis et premières nations ont été faites par la SCHL entre 1969 et 2011*[[24]](#footnote-25)*.

Comme le souligne la chercheuse Nathalie Kermoal qui a listé les études de la SCHL dans son [article](https://www.erudit.org/fr/revues/raq/2017-v47-n1-raq03367/1042903ar/) Canatives « *Un propriétaire qui fait toute la différence* » de la revue [Recherches amérindiennes au Québec](http://www.erudit.org/fr/revues/raq/) , qui a fait une analyse de cas de la mise en place d’une société de logement pour les Métis abordables à Edmonton dans les années 1970. Le déplacement des membres des Premiers Peuples qui quittent les communautés par manque d'opportunités et des conditions de vie de grande pauvreté, vers les grandes villes a révélé les enjeux de leur accès au logement.

*« Ce mouvement vers les villes a engendré la mise en place de services pour répondre à certaines nécessités de base telles que le besoin de se trouver un logement adéquat et abordable. Bien que la question du logement prime dans le discours des leaders des Premiers Peuples à la fin des années 1960 et au début des années 1970 – qui reconnaissent que, sans toit au-dessus de la tête, rien n’est possible –, étrangement, les études historiques sur la question sont quasi inexistantes. » [[25]](#footnote-26)*

*« À partir des années 1960, l'urbanisation des Premiers Peuples prend une ampleur jamais égalée auparavant. Les raisons derrière cette migration massive vers les villes sont multiples et souvent complexes. Nous n'en évoquerons ici que quelques-unes. Certaines sont liées aux politiques discriminatoires du gouvernement fédéral comme dans le cas des femmes des Premières Nations qui, selon la Loi sur les Indiens, perdaient leur statut à la suite d’un mariage avec un allochtone ou un Métis, ce qui les contraignait ainsi à quitter leur réserve pour s’installer en ville. Dans certaines communautés reculées, une pauvreté extrême pouvait en pousser d’autres à vouloir tenter leur chance ailleurs dans l’espoir d’atteindre une vie meilleure. La ville devient alors un pôle d’attraction. L’effondrement des économies traditionnelles des Premiers Peuples et le développement à grande échelle des ressources naturelles par des compagnies minières sur les territoires ancestraux sont également des facteurs qui forcent les Premiers Peuples à migrer vers les villes » [[26]](#footnote-27)*.

À travers la recension des étapes clés du développement de la SHL et du concept de logement social abordable spécifiquement adressé aux populations des Premiers Peuples la recherche souligne que les stratégies et les investissements des gouvernements de l’époque s'avèrent inefficaces à répondre adéquatement aux besoins réels.:

*« Malgré une reconnaissance marquée par tous les niveaux de gouvernement « que les problèmes des Premiers Peuples ont atteint des proportions de crise et que les programmes et les politiques du passé n’ont pas seulement échoué à répondre aux besoins des Premiers Peuples, mais ont par inadvertance contribué au problème par leur manque de pertinence »[[27]](#footnote-28)*

Au sein des communautés des voix se sont élevées pour dénoncer les manquements de la société canadienne vis-à-vis des populations qu’elle a forcé à vivre dans des réserves où les conditions de vie sont *« effroyables »* et les logements insalubres. Il est important de nommer ici que ces constats ont été faits entre 1969 et 2011 et que les descriptions des conditions de vie et des logements se retrouvent encore dans les recherches récentes.

En analysant l’historique des migrations des Premiers Peuples Métis Inuit et Premières Nations se dessine les problématiques auxquelles les femmes font face encore aujourd’hui.

B. L’insécurité majeure et systémique de l’accès au logement pour les femmes et filles des Premiers Peuples

D’abord, comme mentionné dans le rapport préliminaire à propos du logement des Premiers Peuples : Politique et engagement -[Rapport à Services aux Premiers Peuples du Canada. De l’association des femmes des Premiers Peuples du Canada (2019)](https://nwac.ca/assets-knowledge-centre/Indigenous-Housing-Policy-and-Engagement-%E2%80%93-Final-Report-to-Indigenous-Services-Canada.pdf), l’insécurité en matière de logement est identifiée comme « l’un des problèmes les plus urgents touchant les femmes et les filles des Premiers Peuples et les personnes ayant une diversité sexuelle et/ou de genre ».

Les défis liés au logement dans les communautés des Premiers Peuples sont marqués par l’histoire de colonisation et de marginalisation des Premiers Peuples au Canada à travers les contraintes systémiques et institutionnelles en place. En particulier, les blocages répétés à l’accès à des logements sécuritaires, décents et spécifiquement conçus pour les femmes et les filles des Premiers Peuples, sont enracinés dans l’oppression coloniale.

La recherche sur l’insécurité en logement des femmes des Premiers Peuples souligne constamment que la discrimination fondée sur le sexe subie par les femmes des Premiers Peuples découle directement de la Loi sur les Indiens.

L’accès au logement des femmes et filles des Premiers Peuples : L’insécurité tout au long du continuum du logement

Dans le même rapport, il est mentionné que “*l’insécurité vécue par les femmes s’étend à tout le continuum du logement*”. Du parcours de l’itinérance jusqu’à l’accès à la propriété, tous les aspects du logement sont touchés par les contraintes fondées sur le genre et influencés par le cycle des traumatismes intergénérationnels vécus par les femmes des Premiers Peuples.

Même si les constats et recommandations des recherches plaident de plus en plus pour l’importance de considérer l’expérience vécue comme la résultante de choix politiques, les stratégies et les programmes axés sur la résolution de crise du logement manquent de solutions éclairées par les modes de connaissance des Premiers Peuples. Ce qui fait ressortir l'urgence de reconnaître en priorité le rôle des femmes des Premiers Peuples en tant que gardiennes du savoir dans leurs communautés.

Parmi les problématiques reliées au logement auxquels les femmes font face, ils mentionnent  entre autres : le traumatisme intergénérationnel, les pensionnats et la rafle des années 60, la perte de la langue et de l’identité culturelle et la discrimination systémique des femmes des Premiers Peuples, qui ont influencé l’instabilité des femmes et ont eu un impact significatif sur leur accès aux ressources et aux opportunités reliées et, par conséquent, ont limité leurs capacités à faire face aux traumatismes.

En ce qui concerne les pensionnats, par exemple, les effets « t*raumatiques* » du retrait forcé des enfants aux familles des Premiers Peuples ont eu des conséquences profondes sur les générations suivantes et les communautés, affectant leur vie physique, émotionnelle, sociale, économique et une dégradation du bien-être spirituel ce qui a contribué, entre autres à mener les femmes et filles vers l’itinérance.

Les facteurs tels que les faibles revenus et les logements surpeuplés ont également agit de façon disproportionnée sur les conditions de vie des femmes et les filles des Premiers Peuples par rapport à la population canadienne en général. En effet, elles sont plus susceptibles d’être sans emploi ou de gagner des salaires trop bas, et vivent plus d’itinérance cachée, ce qui induit qu’elles sont dans des situations de logements précaires, temporaires et/ou surpeuplés et survivent dans des conditions de grave insécurité. Enfin, la pauvreté et le manque d’opportunités d’améliorer leur situation font partie des barrières structurelles qui affectent toutes les aspects de leur vie. Comme il sera mentionné plus bas, elles sont plus susceptibles de vivre des violences dont la violence sexuelle.*[[28]](#footnote-29)*

**Barrières organisationnelles et systémiques de l’accès au logement**

Tel qu’énoncé dans [l’analyse documentaire : l’état des besoins de logement des femmes et de l’itinérance au Canada](https://womenshomelessness.ca/wp-content/uploads/State-of-Womens-Homelessness-Literature-Review.pdf), « *dans le cas des femmes des Premiers Peuples, les politiques et pratiques de protection de l’enfance qui ne font pas la distinction entre la négligence et la pauvreté contribuent au retrait des enfants de leur famille aux prises avec un logement inadéquat et la marginalisation socio-économique et/ou d’autres facteurs structurels qui sont largement hors du contrôle des femmes. En conséquence, les ménages pauvres sont plus susceptibles d’être victimes de retrait d’enfant pour “négligence” alors qu’ils manquent d’argent pour acheter de nouveaux vêtements ou des aliments nutritifs.*»*[[29]](#footnote-30)*

À cet égard la recherche observe que : « *la négligence » est la principale raison pour laquelle les enfants des Premiers Peuples entrent dans le système de protection de la Jeunesse et que « le taux d’enquêtes pour négligence seulement chez les maisons des Premières Nations est six fois plus élevé que chez les allochtones* ». Cela démontre comment la « *pauvreté* », intergénérationnelle, place les femmes des Premiers Peuples dans des situations de marginalisation et de fragilité sociale plus élevées que les allochtones.

« *L’accès inadéquat au logement est un problème particulièrement dangereux pour les mères des Premiers Peuples, car il est un critère pris en compte par les services à l'enfance pour leur retirer la garde de leurs enfants. Permettre aux femmes des Premiers Peuples d'accéder à un logement stable, abordable et adéquat est absolument essentiel dans la quête pour mettre fin au cycle de perturbations communautaires et familiales qui a causé un tort si irrévocable aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis*. »*[[30]](#footnote-31)*

Un élément qui revient souvent dans les recherches est le fait de ne pas pouvoir recevoir des services culturellement adaptés ou, lorsqu’il y en a, qu’ils soient offerts trop loin du lieu de vie de certaines populations des Premiers Peuples «*La réalité est d’autant plus difficile pour les femmes et les filles des Premiers Peuples pour qui l’offre de services est rarement pertinente culturellement et sécuritaire. Par exemple, les services publics au Québec en matière de violence conjugale misent sur la séparation des conjoints pour mettre fin à la violence, alors que les femmes des Premiers Peuples cherchent plutôt des services offrant une approche d’intervention holistique et inclusive de tous les membres de la famille* »*[[31]](#footnote-32)*

Dans ce sens, la littérature souligne aussi que « *le logement est bien plus qu'un bâtiment physique, c'est aussi la communauté qui entoure les bâtiments. Un problème majeur pour maintenir leurs communautés ensemble dans une réserve ou dans des collectivités éloignées est que de nombreux services ne sont pas disponibles à proximité, et diverses politiques gouvernementales ont retiré les gens de la communauté pour les services et le travail, les laissant sans réseaux de soins communautaires* »*[[32]](#footnote-33)*

Il est également nécessaire de faire référence aux ressources reliées à l’itinérance et de la Violence Faite aux Femmes (VFF). La recherche démontre que certaines femmes sont lésées par la façon dont les ressources structurent et fournissent leurs services, principalement à cause de facteurs comme les critères d’admissibilité.

Dans de nombreuses communautés, l'accès aux services, au soutien ou au logement dépend du respect de critères d'admissibilité particuliers que certaines femmes ne peuvent pas satisfaire. Les exemples sont nombreux : par exemple, une femme victime de violence commise par une personne extérieure à son couple ne pourra pas avoir accès à un refuge destiné aux femmes victimes de violence conjugale ou, autre exemple ; une femme devra démontrer son abstinence par rapport à la consommation de drogues et/ou d’alcool pour accéder à un refuge pour personnes itinérantes.

Comme le recommande le Repport and Recommendations to the Minister of Housing and Diversity and Inclusion on Urban, Rural, and Northern Indigenous Housing Prepared by the National Housing CouncilMarch 31, 2022 :

«*Garantir des logements sûrs, abordables et adaptés à la culture des Premiers Peuples dans les environnements URN (Urban, Rural, and Northern) est fondamental pour de nombreux autres aspects du travail de réconciliation au Canada.*»

**Ce qui les femmes disent sur leurs besoins de logement**

Nous avons trouvé peu de recherches ou de documents à propos des besoins spécifiques des femmes des Premiers Peuples au niveau de logement, néanmoins un exercice de consultation menée pour la SCHL en 2019 auprès des femmes partout au Canada, les femmes des Premiers Peuples incluses, donne déjà certaines pistes à propos de ces besoins. Malheureusement il n’est pas possible de connaître le nombre exact ou le pourcentage de femmes des Premiers Peuples qui ont participé à cet exercice. C’est pourquoi nous allons aborder deux aspects parmi ceux qui ont observés comme vitaux à propos du logement, à savoir, la sécurité physique dans le logement et les services associés.

En premier; la sécurité a été nommée par plusieurs femmes comme un point important. Cela serait concrétisé par : une entrée sécurisée, un bon éclairage autour du logement et certaines ont mentionné aussi le fait d’avoir des caméras, mais cette option ne fait pas de consensus « *Certaines femmes ont mentionné que les caméras les inquiétaient pour des raisons de protection de la vie privée ; d’autres ont déclaré que les caméras pouvaient donner un faux sentiment de sécurité* »[[33]](#footnote-34).

Ensuite, en ce qui concerne les services associés, le rapport signale que les participantes aux séances ont convenu à l’unanimité qu’il était essentiel d’avoir des logements avec des services de soutien permanents ou près du lieu de résidence comme étant un levier fondamental pour qu’elles puissent conserver leur logement. « *Les services de soutien offrent une aide en période de crise, contribuent à créer un sentiment d’appartenance à la collectivité et réduisent l’isolement social que de nombreuses femmes vivent lorsqu’elles passent à une solution de logement à plus long terme. La prestation de services sur place apporte également un soutien aux enfants de mères ou de parents qui ont du mal à s’en sortir* »[[34]](#footnote-35)

**La Situation au Québec**

Au Québec, la situation des femmes n’est pas différente du reste du Canada, comme mentionné dans le Rapport complémentaire sur les femmes et les filles des Premiers Peuples disparues et assassinées — Québec, les conditions de vie sont difficiles, que ce soit au sein des communautés des Premiers Peuples ou en milieu urbain. Selon ce rapport, dans les communautés, la pénurie et l’état lamentable de nombreux logements font en sorte qu’en moyenne, un enfant sur quatre vit dans un logement surpeuplé. Ces logements ont souvent besoin de réparations majeures ou présentent des traces de moisissures.

Dans le même sens, la cohabitation dans des logements en mauvais état et trop petits pour combler les besoins créent un environnement favorable au développement d’autres problématiques telles que la violence, la surconsommation d’alcool et /ou de drogues et les difficultés scolaires chez les jeunes ce qui augmente aussi les probabilités d’intervention du Système de Protection de la Jeunesse.

**Spécificités de logement pour les femmes des Premiers Peuples : une expérience à Montréal**

Comme mentionné, nous avons trouvé peu de documents qui recensent les besoins des femmes des Premiers Peuples en matière de logement, néanmoins il y a aussi des pistes importantes dans une recherche faite en 2018 auprès 134 membres Premières Nations et Inuit vivant à Montréal, dont la moitié sont des femmes.

Les participantes ont exprimé leur préférence pour un logement propre avec subvention de loyer et pour un logement permanent dans un immeuble réservé aux Inuit ou aux membres des Premières Nations « *les femmes préfèrent nettement leur propre logement avec subvention (48% vs 24% pour les femmes des Premières Nations; 64% vs 8% pour les femmes Inuit) … Parmi les types de services présentés qui pourraient être offerts dans un immeuble, un espace communautaire ou culturel est celui qui est le plus souvent mentionné, et ce, pour chacun des groupes: de 21% chez les hommes Inuit à 47% pour les femmes des Premières Nations.* »*[[35]](#footnote-36)*

En ce qui concerne les services associés au logement, les services de guérison spirituelle sont particulièrement recherchés «*85% des femmes des Premières Nations aimeraient en bénéficier, alors que seulement 36% d’entre elles y ont eu accès. Ce déficit se retrouve également dans le soutien par les pairs des Premiers Peuples: 71% des intervenant.e.s des Premières Nations souhaitent y avoir accès, mais seules 35% ont pu en bénéficier dans les six derniers mois. Près des deux tiers des femmes des Premières Nations expriment le besoin d'accéder à des services en santé physique (70%) et en santé mentale (65%), des pourcentages supérieurs aux taux d'accès effectifs (respectivement 48% et 38%)*» *[[36]](#footnote-37)*

Pour avoir une vision réaliste des enjeux que vivent les Premiers Peuples dans leurs communautés d’origine et d’accueil les chercheur.e.s de cette étude leur ont demandé les raisons qui les motivent à rester en ville ou à retourner en communauté.

Parmi les raisons évoquées par les femmes de ne pas retourner dans leur communauté: « *Les femmes des Premières Nations rapportent 2 fois plus fréquemment que les hommes la présence excessive des drogues et de l'alcool (41% contre 19%) et près de 3 fois plus que les hommes les abus sexuels (19% contre 7%). En ce qui concerne les femmes Inuites, les raisons plus mentionnées sont : La trop grande présence de drogues et d’alcool (20%). Les femmes Inuites citent aussi les conflits familiaux ou la violence conjugale (17%), les logements surpeuplés (17%), et le coût de transport trop élevé pour regagner leur communauté (17%)* ».*[[37]](#footnote-38)*

Parmi les raisons qui les poussent à quitter la ville: « *la volonté de s’éloigner des problèmes de drogues et d’alcool à Montréal (30%) ainsi que de se protéger de la violence dans la rue (22%). Les problèmes liés à la langue pourraient motiver à 15% des femmes à quitter Montréal. Chercher à s’éloigner de la prostitution est également un enjeu qui concerne uniquement les intervenant.e.s: 11% d'entre elles souhaiteraient quitter Montréal pour cette raison. De la même manière, les conflits familiaux ou la violence conjugale sont davantage mentionnés par les femmes des Premières Nations (11%).*»*[[38]](#footnote-39)*

**L’impact de la pandémie au niveau du logement pour les membres des Premiers Peuples en particulier les femmes et les filles**

Les documents existants signalent que la pandémie n’a pas nécessairement crée de nouvelles problématiques, cependant, au niveau de logement, pour les Premiers Peuples, la pandémie a exacerbé les problèmes existants.

Comme mentionnée dans le rapport spécial de l’agence de la santé publique sur les Premiers Peuples et la covid 19 « *La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de l’itinérance vu l’incapacité de s’isoler selon l’endroit où les membres de la communauté vivent* »*[[39]](#footnote-40)*

Également, « *les personnes forcées de quitter les communautés nordiques/éloignées à des fins médicales (par exemple, séjours à l’hôpital, accouchement, etc.) sont tenues de séjourner dans un hôtel de quarantaine sans famille ni amis.* »*[[40]](#footnote-41).*

Les services culturellement pertinents ou des ressources développées en tenant compte des paramètres de sécurité culturelle et de la compétence spirituelle sont presque inexistants « *ils manquent de l'inclusion de pratiques culturelles et de cérémonies telles que la purification, les sueries et les cercles de la parole* »[[41]](#footnote-42)

D’autre part, les organisations antiviolences qui desservent une population en particulier et qui fournissent du soutien approprié (sensibles à la culture, accessibles, avec moins de barrières, etc.) sont peu nombreux et éloignés les unes des autres. Il y a une pénurie des organisations (refuges, centres d'aide aux victimes de viol, etc.) qui s'adressent spécifiquement aux femmes des Premiers Peuples.

Il a été constaté que la pandémie a amplifié considérablement les inégalités existantes auxquels les membres des Premiers Peuples sont confrontées depuis longtemps, plusieurs ont déjà été nommées tout au long de ce texte comme : le surpeuplement, le manque de logements abordables et sûrs, le nombre insuffisant des logements existants au niveau urbain, rural et nordique (URN pour ses sigles en anglais).

« *À la suite de COVID-19, l’équipe du RÉSEAU a été témoin de l’amplification exacerbée de besoins croissants non satisfaits. L’insécurité alimentaire, la toxicomanie, l’inaccessibilité aux services de santé, aux abris sécuritaires et le suicide sont tous des exemples de problèmes qui ne sont pas nouveaux parmi les membres urbains des Premiers Peuples à Montréal. Nous avons constaté une augmentation des logements temporaires, des tests mobiles, des nouveaux abris pour personnes en situation d'itinérance et une augmentation de l’embauche — cependant, cette augmentation des services et des ressources aurait déjà dû être mise en place avant la pandémie et être disponible toute l’année*. »*[[42]](#footnote-43)*

La situation des femmes et filles des Premiers Peuples s’est aggravée pendant la période aigue de la pandémie tout particulièrement au niveau de l’accès à de l’hébergement et au logement en général.

C. Les conditions d’hébergement et logement des femmes et filles des Premiers Peuples étant ou ayant été dans l’industrie du sexe.

**Facteurs qui favorisent l’entrée dans la prostitution des femmes et filles Premiers Peuples**

Malheureusement nous avons trouvé très peu des recherches concernant cet enjeu, néanmoins il est constaté que le vécu en logement s’inscrit dans le continuum des violences exercées contre les femmes et les filles des Premiers Peuples.

En effet les systèmes coloniaux d'oppression basés sur la race et le genre ont modifié et dégradé profondément la culture et le mode de vie des Premiers Peuples dont le logement; qui de nomade est passé à sédentaire selon les règles brutales imposées par les coloniaux.

Les logements, tout comme les communautés, sont pauvres, insécures et inadéquats pour garantir des conditions de vie harmonieuses aux habitants.

Les femmes et filles des Premiers Peuples ont vécu et vivent encore actuellement des violences, dont les violences sexuelles au sein même de leur logement, de leur famille et dans leur propre communauté. Les conditions de vie déplorables dans les logements, la pauvreté et le manque d’opportunité positives augmentent les risques de violences physiques, mentales et sexuelles ce qui rend les femmes et filles Premiers Peuples plus vulnérables à l’entrée en prostitution.

La surreprésentation des femmes et des filles des Premiers Peuples dans l'exploitation sexuelle et la traite est observée depuis longtemps au Canada « *et les causes profondes ne semblent jamais changer. Il s'agit de l'impact du colonialisme sur les sociétés des Premiers Peuples, de l’héritage des pensionnats et leurs effets intergénérationnels, violence familiale, enfance, maltraitance, pauvreté, sans-abrisme, manque de biens de première nécessité, discrimination fondée sur la race et le sexe, discrimination, manque d'éducation, migration et toxicomanie.* »[[43]](#footnote-44)

Les statistiques confirment que le continuum des violences et des abus vécus pendant l’enfance ont mené à l’échange de services sexuels contre un logement, de la nourriture et autres et a/ou à intégrer les réseaux prostitutionnels.

Selon certains statistiques de femmes des Premiers Peuples dans le milieu de la prostitution et/ou ayant quitté le milieu « *81% avaient vécues des violences psychologiques, physiques, verbales ou sexuelles pendant leur enfance ; 56% avaient été victimes d'inceste ; 94% ont subies de la violence physique ex: coups et blessures par leurs clients, proxénètes, vendeurs de drogue ; 81% ont subies de la violence psychologique ex: chantage, menaces, dénigrement, leurre ; 78% des femmes de toutes origines confondues, sorties de l'industrie du sexe, sont aux prises avec des problèmes de santé mentale* ». CLÉS, Portrait de l'industrie du sexe au Québec, Montréal - 2013.

Ce système de violences croisées et son continuum sont des « *facteurs facilitants* » pour les recruteurs, et ont été identifiés sur le terrain par les organismes comme la CLES et les CALACS.

Par ailleurs. Selon la formation donné par Isabelle Paillé « *Contrer l'exploitation sexuelle des femmes , l’UQAM 2015, d’autres facteurs sont aussi à prendre en considération: « Pauvreté / crise du logement ; Milieu familial instable ou dysfonctionnel ; Manque de confiance en soi ; Antécédent au niveau de la violence familiale et sexuelle ; Dépendances (affective, drogue, alcool) ; Problème de santé mentale ; Désir d'une vie meilleure voire de luxe et de voyages ; Être respectée et vénérée ; Vivre avec l'amour de leur vie ; Manque de confiance envers les policiers*.»

Le lien entre les impacts de la vie insécure en logement sur le vécu des femmes et des filles des Premiers Peuples se situe à l’intersectionnalité des oppressions. Celles d’un colonialisme destructeur et violent qui a créé un système complexe de problématiques additionnées et croisées (comme le genre, l’appartenance ethnique, la culture, la langue, la situation biopsychosociale et le système économicopolitique).

Nous ajoutons à cette liste des systèmes sociopolitiques discriminatoires ; le sexisme. Nous le faisons en tant qu’organisme féministe quotidiennement en relation avec des femmes étant ou ayant été dans l’industrie du sexe. Les femmes des Premiers Peuples actives ou ayant été actives dans l’industrie du sexe sont prises dans ce système qui les prive entre autres de l’accès à un logement sécuritaire et d’un programme de soutien adapté à leurs besoins multiples.

Ce manque de logement spécifiques et le contexte violent des lieux précaires dans lesquels elles (sur)vivent à un impact sur le nombre de femmes des Premiers Peuples qui vivent des épisodes d'itinérances. Comme le souligne également [Cherry Smiley](https://www.concordia.ca/next-gen/smiley.html) , dans son discours de 2010: Indigenous Girls and the Canadian State, en tant que femme, Des Premiers Peuples, féministe et activiste et ayant elle-même vécu de la violence familiale. « *Diverses études[[44]](#footnote-45) ont montré que les abus sexuels sont l'une des principales causes de sans-abrisme chez les filles, car elles sont soit forcées de quitter leur domicile pour échapper aux abus sexuels, soit expulsées de force de leur domicile pour leur protection[[45]](#footnote-46). Une fois que les filles des Premiers Peuples quittent la maison, leur vulnérabilité augmente : L'itinérance expose les femmes à une gamme supplémentaire de dangers physiques et émotionnels. Les femmes sans abri, en particulier les jeunes femmes, sont vulnérables à l'exploitation sexuelle, au trafic sexuel et à la toxicomanie. Les femmes des Premiers Peuples sans abri seraient également exposées à un risque plus élevé de meurtre/disparition systématique* » Cherry Smiley - 2010

**L’hébergement et l’accès au logement : un levier?**

Le manque d’accès à un logement où elles pourraient se sentir en sécurité, et le peu d’opportunités alternatives à l’industrie du sexe qui n'exige aucun diplôme, ni expérience, font qu’elles sont rapidement prises dans le système prostitutionnel avec la consommation de drogues et d'alcool pour supporter leur quotidien. Maria Campbell dénonce également l’impact du rôle social des clients et de leur pouvoir : « *des hommes influents en politique et en affaires » et sa réflexion d’alors : « En me rappelant cette époque et ces gens -là, je me rends compte maintenant que les pauvres qui sont mal pris et mal partis, qu’ils soient blancs ou membres des Premiers Peuples, ne pourrons jamais s’attendre à ce que les leaders économiques ou politiques de ce pays les aident. Peu importe ce qu’ils promettent, ils ne changeront jamais le système parce qu’ils en profitent et perpétuent en privé tout ce qu’ils dénoncent en public*. » Halfbreed p.258

L’auteure a rencontré depuis des militantes féministes radicales comme [Marie Small Face](https://indiancountrytoday.com/archive/aboriginal-education-and-rights-leader-marie-smallface-marule-walks-on) de la nation Blood de Cardston en Alberta, et n'a cessé de militer en faveur des droits des femmes et filles Métis et des Premiers Peuples. Sur base de son vécu en matière de manque de logement et de ressources d’hébergement adaptées aux besoins des femmes et filles Métis et des Premiers Peuples Maria Campbell a fondé la première maison de transition pour femmes, ainsi que le premier centre d’urgence pour femmes et enfants à Edmonton. Elle met également sur pied des coopératives d’habitation et alimentaires, et facilite la création de cercles de femmes.

Les problèmes systémiques rencontrés par Maria Campbell sont encore ceux que subissent actuellement beaucoup de femmes des Premiers Peuples étant ou ayant été dans l’industrie du sexe, elles vivent les plus grandes difficultés à accéder à de l’hébergement sécuritaire, respectueux de leur culture et de leurs valeurs spirituelles des Premiers Peuples et offrant des services adaptés à leurs multiples traumas. Le logement étant reconnu comme l’un des facteurs fondamentaux dans le processus de guérison, spécialement pour les femmes étant ou ayant été dans l’industrie du sexe et qui ont vécu de l’itinérance ou de l’itinérance cachée.

Comme en témoigne Pénélope Guay ; Fière Innue, Grand-mère Pénélope est originaire de Mashteuiatsh, au Québec « elle a cofondé avec sa fille la Maison communautaire [Missinak,](https://www.facebook.com/Missinak/) Un centre d’hébergement pour femmes des Premiers Peuples situé à Québec. Elle y rencontre de nombreuses jeunes femmes profondément affectées par le traumatisme engendré par les pensionnats indiens, par la toxicomanie et l’itinérance, et aussi par les répercussions qu’ont ces pensionnats encore aujourd’hui. «*N’ayant nulle part où aller, une bonne partie d’entre elles se retrouvent dans la rue, où elles sont exploitées.* »[[46]](#footnote-47)

Répondre au manque de logement sécuritaire, créer des options de revenus réalistes et l’offre de services dans leur langue et leur culture pourraient selon Cherry Smiley apporter des pistes de solutions. Et ainsi sortir les femmes et filles qui sont également surreprésentées dans le système carcéral, avec les conséquences, entre autres sur leurs enfants dont elles sont séparées.

C’est dans la continuité et le respect des demandes des femmes et filles des Premiers Peuples, des chercheuses des Premiers Peuples et allochtones dont nous avons fait la revue des écrits sur ce sujet, que nous voulons mettre en lumière les besoins spécifiques en matière d’hébergement, d’accès au logement et aux services reliés pour les femmes et filles ayant un vécu en lien avec l’exploitation sexuelle.

**La situation au Québec**

Malgré nos tentatives, nous avons trouvé peu d’études faites au Québec sur les femmes et filles des Premiers Peuples étant ou ayant été dans l’industrie du sexe. Néanmoins le rapport de recherche de la CLES en 2014 ; Connaître les besoins des femmes dans l’industrie du sexe pour mieux baliser les services, a émis quelques constats importants faits auprès de 109 femmes, dont 16 femmes des Premiers Peuples.

Dans les statistiques émises sur base des réponses et témoignages des participantes des Premiers Peuples, s’observe la surreprésentation de ces femmes et filles dans toutes les formes de violence ; sexuelle, émotionnelle, physique, conjugale. « *Combien ces violences, particulièrement au cours de l'enfance ont modelé leur parcours. Famille déstructurée, manque d'opportunités, discrimination.*..»

Dans l'industrie du sexe, elles vivent aussi beaucoup de violence de la part des clients et des proxénètes, les participantes demandaient notamment plus de protection contre les clients. D'autant que celles-ci se produisent dans l’indifférence et / ou le racisme des autorités policières et judiciaires.

Comme le démontre les observations des chercheuses ;

« *ll est clair que les femmes des Premiers Peuples sont plus sujettes à se retrouver en prison que d'autres femmes, étant souvent des victimes, depuis le passé colonial, des représailles de la part des hommes et de toutes sortes de préjugés d'ordre social. Si les femmes dans la prostitution sont généralement victimes de profilage, 32,5% de notre échantillon déclarent en avoir fait l'objet, la situation est pire pour les participantes des Premiers Peuples avec un taux de 62,5%. »*

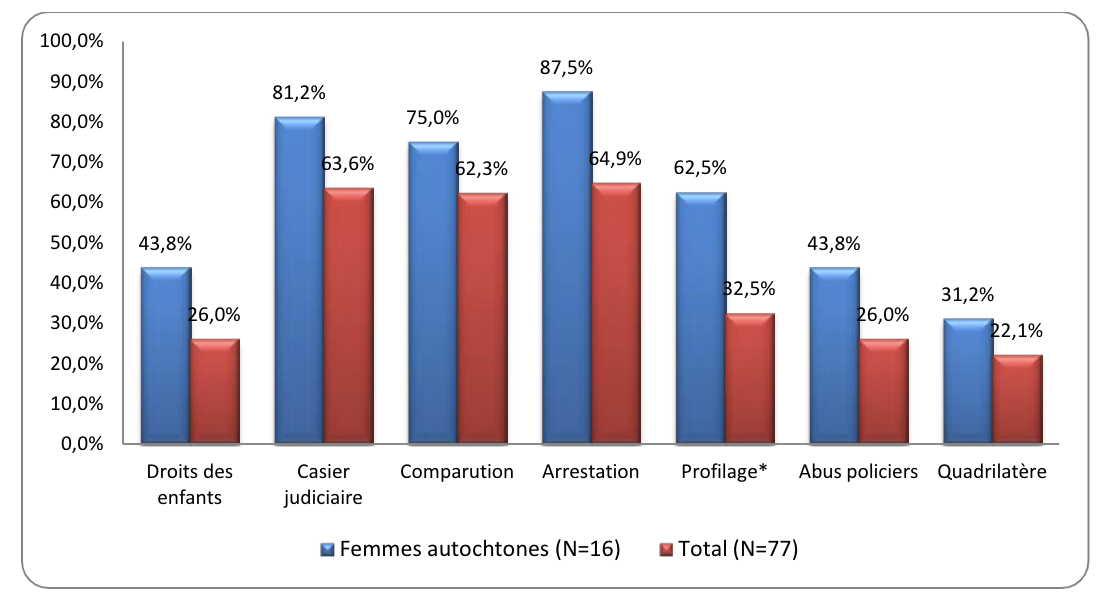


Figure 4-2. Problèmes juridiques des participantes des Premiers Peuples

L’étude a également montré que ce continuum de violences subi par les femmes à un impact sur leur manque d’accès et de stabilité en logement et un vécu d’itinérance.

Le tableau ci-dessous permet de voir qu’en matière de besoins d'hébergement les femmes des Premiers Peuples sont surreprésentées ;

Une image contenant table

Description générée automatiquement

Tableau 4-9. Besoins d’hébergement, selon le groupe ethnoculturel

D’autant plus que comme souligné dans le Rapport de la National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls – 2019

« *Alors que les barrières institutionnelles qui existent sont parfois enracinées dans les agences et les programmes eux-mêmes. Dans de nombreux cas, les barrières sont créées et entretenues par des problèmes systémiques et structurels sous-jacents qui empêchent ces agences et programmes de fournir des services, pour répondre le mieux aux besoins de ceux qui les utilisent. Dans ce sens, les programmes offrent les services sans tenir en compte les spécificités de ces utilisateurs et cela doit être reconnu comme étant à l’origine de l’inaccessibilité à laquelle les femmes des Premiers Peuples sont confrontées lorsqu'elles recherchent la sécurité » .*

Plus récemment, la nouvelle stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance présenté par le gouvernement provincial en 2022, signale que « *La prévention de la violence sexuelle, conjugale et familiale en contexte des Premiers Peuples, tout comme l’intervention dans ce domaine, doit nécessairement, pour être culturellement adaptée et sécurisante, prendre en compte les impacts du passé et être basée sur une compréhension holistique de la problématique de la violence, qui inclut toutes les personnes concernées par cette dernière : femmes, hommes, famille et communauté* » Pour le faire, la stratégie propose 11 actions pour répondre aux besoins propres aux femmes et aux filles des Premières Nations et Inuits, entre autres : Offrir des corpus cohérents et complémentaires de formation sur la violence sexuelle et la violence conjugale, abordant notamment ces formes de violence en milieux des Premiers Peuples et la réalité de certains groupes de population, Soutenir des projets de sensibilisation, de prévention et d’intervention par et pour les femmes et les filles des Premiers Peuples en matière d’agression sexuelle et d’exploitation sexuelle, et concernant l’hébergement; la stratégie propose de poursuivre le développement du réseau des maisons de 2e  étape.

C’est suite au constat du peu de recherche spécifique et de réactivité des institutions, que l’État des lieux prend son sens. Il y a un grand besoin de contribuer à documenter et diffuser les informations jusqu’aux différents paliers de gouvernance pour demander des changements systémiques profonds et une mise en action concrète. Et ainsi répondre aux demandes des femmes et filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles étant ou ayant été dans l’industrie du sexe., en matière de logement et d’hébergement. En toute solidarité féministe.

Cette revue de littérature nous donne des pistes sur la situation et est le premier pas vers la construction du portrait qui sera complété avec l’analyse du questionnaire à l'intention des intervenantes.

## **Objectifs et présentation du questionnaire**

Le but principal de ce projet était de répondre à la question: Quels sont les besoins en matière d’hébergement et de logement des femmes et filles de Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe et ce dans le contexte de la pandémie de COVID 19

Plus précisément, les objectifs spécifiques étaient de:

1. Comprendre comment les femmes des Premiers Peuples identifient leur vécu en lien avec l’industrie du sexe

2. Savoir si les femmes des Premiers Peuples parlent de leur vécu en lien avec l’industrie du sexe avec les intervenant.e.s

3. Déterminer la situation de logement des femmes concernées

4. Déterminer le type d’accompagnement que cherchent les femmes des Premiers Peuples en matière d’hébergement et de logement

5. Connaitre les besoins en termes de services des femmes des Premiers Peuples dans les organismes de soutien

6. Identifier les préférences des femmes concernées en matière d’hébergement et de logement

7. Comprendre comment la pandémie de la COVID 19 a pu affecter les conditions d’hébergement et logement de ces femmes.

Vu les contraintes auxquelles nous avons fait face et mentionnées plus haut, pour développer le questionnaire à l’intention des intervenants.e.s, nous avons d’abord prise en compte les objectifs de la démarche. Par la suite, nous avons consulté certaines études en support à la construction du questionnaire et finalement, nous avons réalisé une consultation auprès de deux femmes des Premiers Peuples, travaillant dans les ressources respectives : FAQ et Tshuapamitin , qui interviennent directement avec des femmes des Premiers Peuples susceptibles d’avoir un vécu en lien avec l’industrie du sexe pour la validation et l’ajustement des questions et du langage.

Ensuite, après leur correction et à la suite de leur recommandation, nous avons revu les questionnaires, modifié les choix de réponses, changer les formulations de certaines questions et en avons ajoutées d’autres sur la base des commentaires. Les questions à choix multiples ont été priorisées sur celles à développement, en tenant en compte de la réalité du travail des intervenants.e.s visées concernant la surcharge du travail, la sursollicitassions et le manque de temps pour ce genre de démarche. Par ailleurs, nous avons aussi décidé de raccourcir le questionnaire à moins de 15 questions.

Le questionnaire comporte 13 questions (voir annexe) principalement à choix multiples dans 3 sections. Nous en avons produit des versions anglaises et françaises. Nous avons cherché à développer un questionnaire nous permettant de collecter des données factuelles, plutôt qu'un questionnaire ayant des propriétés psychométriques.

Nous avons conçu et testé le questionnaire afin de nous assurer qu'il nécessite au maximum 15 minutes à compléter. Le questionnaire couvre les thèmes suivants: section A: Identification de l'organisme, section B: Identification des femmes, Section C: Situation et préférences en matière de logement de ces femmes, plus deux questions concernant les facteurs, concepts, et les mots à prendre en compte dans une démarche de décolonisation.

Par l'entremise de notre partenaire impliquée depuis le début du projet, Femmes Autochtones du Québec FAQ, nous avons envoyé le questionnaire par courriel pour être rempli en ligne (google forms) ou en version PDF. Le MFEG par l'entremise de notre agente l'a aussi distribué dans son réseau.

FAQ à son tour l’a acheminé à une quinzaine des partenaires travaillant auprès des femmes des Premiers Peuples. Finalement, de notre côté, nous avons fait le lien avec 3 organismes à Montréal et nous avons eu deux réponses positives.

Nous avons codé manuellement l'ensemble des réponses des questionnaires dans une base de données Excel. Par la suite, nous avons rapporté l'ensemble des énoncés du questionnaire à l'aide de statistiques descriptives, prioritairement sous forme de moyennes et pourcentages pour toutes les questions.

## Profil d’organismes participants

Parmi les organismes qui ont collaboré à la diffusion du questionnaire et l’ont proposé à leurs intervenant.e.s œuvrant sur le terrain se trouvent:

A-[*Chez Doris*](https://www.chezdoris.org/)

Chez Doris est un organisme qui offre des repas, un répit, des vêtements, des activités socio-récréatives et des services pratiques dans un environnement sécuritaire et accueillant. Il y a également un refuge de jour, de nuit et une offre d'hébergement d'urgence. « *La vision de Chez Doris est d’offrir un endroit sécuritaire pour toutes les femmes dans le besoin, où un haut niveau de confidentialité est assuré.* » Chez Doris

Chez Doris en partenariat avec la [société et fondation](https://las.makivik.org/makivik-fr/) soutien offre du soutien aux femmes Inuit en situation de vulnérabilité et/ou sans abri à Montréal. Ils ont développé des services spécifiquement adaptés en matière d'accès aux soins, à de l'hébergement, une aide juridique et administratives ainsi qu’une adresse postale et de l'aide financière de dernier recours.

B- [Projet Des Premiers Peuples du Québec](https://www.paqc.org/fr/accueil/)

#### *« PAQ est un organisme des Premiers Peuples qui accompagne les personnes des Premières Nations, Inuits et Métis qui sont confrontées à la précarité du logement à Tio’tià : ke / Montréal. En utilisant une approche culturellement adaptée basée sur l’autonomisation et la réduction des méfaits, nous offrons des options d’hébergement, du logement et des services qui favorisent le bien-être et la guérison, et qui renforcent la communauté. Nous travaillons en partenariat avec d’autres acteurs* *pour promouvoir les droits à la santé et au logement des peuples des Premiers Peuples urbains. » PAQ*

PAQ, offre des logements de transition, un refuge, un programme de gestion de consommation d’alcool ainsi qu’un programme spécifiquement conçu pour les personnes des Premiers Peuples nouvellement arrivés à Montréal et en situation de précarité ; le Programme Nouveau départ.

Du support psycho-social et des services juridiques et de l’accès aux soins médicaux et/ou infirmiers sont proposés aux membres des communautés.

C- [Centre Asperimowin](https://www.atikamekwsipi.com/fr/services/service-sociaux-atikamekw-onikam/services/centre-asperimowin) du Conseil de la Nation Atikamekw

« *Offrir des services favorisant l’épanouissement des forces individuelles et collectives des femmes*  *des Premiers Peuples. Permettre aux femmes victimes de violence de sortir de leur isolement et de retrouver*  *des conditions de calme et de sérénité leur permettant de mieux clarifier leur situation.*

*Informer les femmes de leur choix et faire en sorte qu’elles soient en mesure de les exercer; Sensibiliser la population sur la condition des femmes des Premiers Peuples versus la problématique de la*  *violence conjugale.* » Centre Asperimowin

Le centre Asperimowin est un centre d’hébergement sécuritaire accueillant les femmes des Premières Nations victimes de violence ainsi que leurs enfants. De l’aide et écoute sont offertes ainsi que du soutien et de l'accompagnement dans leur cheminement en lien avec toutes les différentes sortes de violence auxquelles elles ont été confrontées.

D- [Centre d’amitié des Premiers Peuples La Tuque](https://www.rcaaq.info/les-centres/la-tuque/)

« *Le Centre d’amitié des Premiers Peuples de La Tuque (Caat) est un carrefour de services urbains, un milieu*  *de vie*  *et un ancrage culturel pour les Premiers Peuples. Il contribue activement au développement social, communautaire, économique et culturel de la collectivité par des stratégies innovatrices et*  *proactives. Il est devenu, au fil des années, un incubateur d’importantes initiatives et de nombreux*  *partenariats dans le but de répondre aux divers besoins des Premiers Peuples qui se retrouvent en ville, particulièrement à La Tuque et depuis 2013, dans la ville de Trois-Rivières.* » Caat

Le centre d’amitié des Premiers Peuples La Tuque offre des programmes et des services de facilitation à la transition des personnes des Premiers Peuples vers les villes. L’offre de services culturellement sécurisés s'articule autour des thèmes touchant à l’éducation; l’intervention psychosociale; les activités culturelles; le développement communautaire; la participation citoyenne et la clinique de santé Acokan.

Du soutien est offert en: Accompagnement et aiguillage vers des services existants du réseau; Écoute et counseling; Développement des capacités parentales; Prévention de la délinquance; Prévention de l’itinérance

E- [Centre D’hébergement Tipinuaikan](https://centretipinuaikan.ca/contact/)

« *Le Centre d’hébergement Tipinuaikan est une ressource d’hébergement qui accueille les*  *femmes des Premiers Peuples et leurs enfants victimes de violence conjugale et/ou familiale. Notre organisme a été créé par le ministère des Affaires indiennes du Nord du Canada en 1990. À l’époque, le principal objectif était de contrer la violence familiale.*

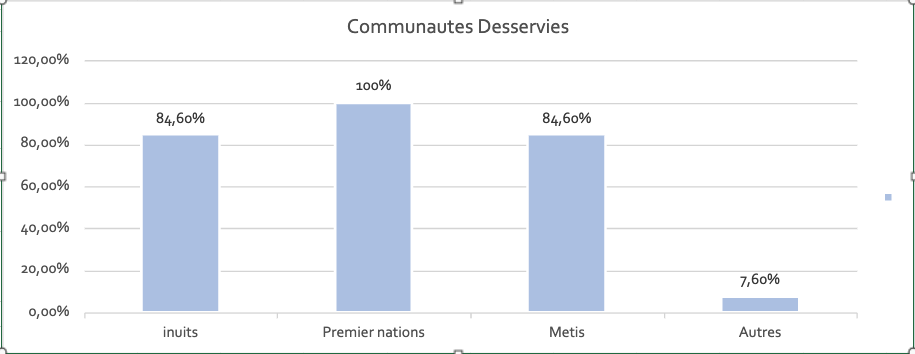
*Aujourd’hui, l’objectif du Centre d’hébergement Tipinuaikan est de contrer la violence sous toutes*  *ses formes. Nous offrons principalement des services (internes et externes) aux femmes de la*  *nation innue, mais nous pouvons également en offrir aux femmes des autres nations des Premiers Peuples.* » Centre d’hébergement Tipinuaikan

Le centre Tipinuaikan offre des places en hébergement des références auprès de services, de l’écoute téléphonique, du soutien et suivis individualisé et du suivi externe post hébergement et de l’accompagnement à la cour. Des activités de plein air et de l’art thérapie, des activités culinaires et des cercles de partage culturellement sécurisés sont également proposés

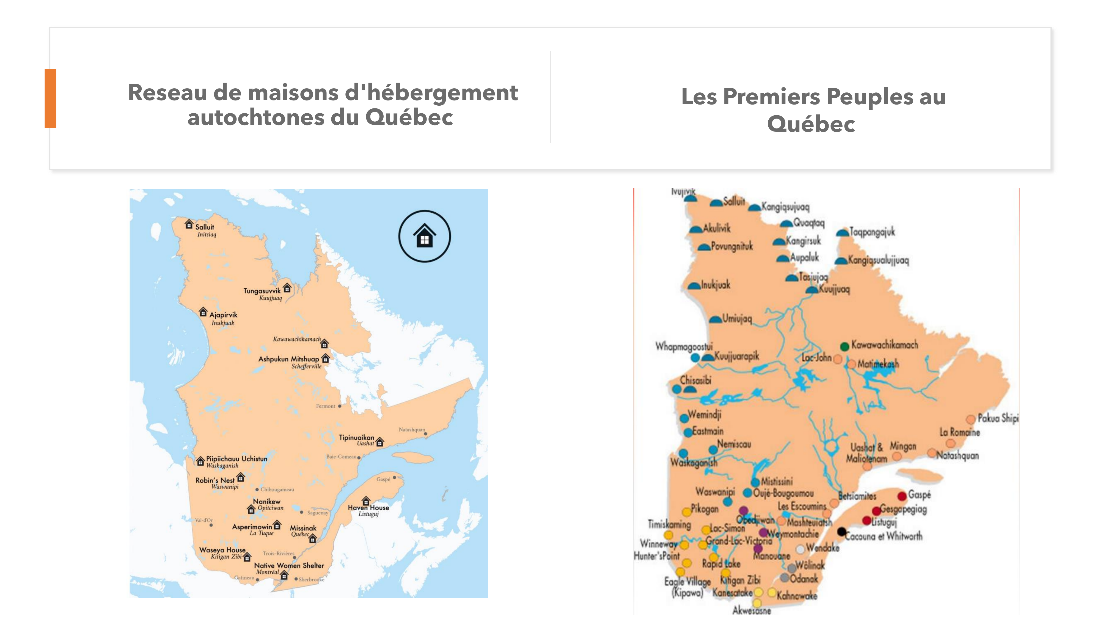
## Nations desservies par les organismes participants

|  |  |
| --- | --- |
| Organismes | Population des femmes des premiers Peuples desservie par les organismes |
| Chez Doris | Femmes Inuit |
| Projet Des Premiers Peuples du Québec | Femmes de différentes communautés des Premières nations |
| Centre Asperimowin du Conseil de la Nation Atikamekw | Femmes membres de la Nation Atikamekw et Métis |
| Centre d’amitié des Premiers Peuples La Tuque | Femmes Des Premiers Peuples |
| Centre D’hébergement Tipinuaikan | Femmes membres de la Première Nation Innue de Nutashkuan |

Ce tableau montre les organismes et les populations des Premiers Peuples qu'ils desservent dans les différentes régions du Québec. Ces organismes offrent une variété de services et de soutien pour répondre aux besoins spécifiques des personnes des Premiers Peuples auxquelles ils sont destinés. Nous nous sommes concentrées sur les interventions en interaction avec les femmes, filles incluant les femmes bispirituelles des Premiers Peuples.

Ce graphique montre les communautés desservies en interaction avec les intervenant.e.s qui ont répondu au questionnaire. 100 % des organismes travaillent avec des femmes issues des Premiers Peuples.

Ci- bas, la carte des Premiers Peuples établies dans le territoire du Québec et le réseau des maisons d’hébergement des femmes des Premiers Peuples[[47]](#footnote-48) existantes, pour donner une idée plus claire des communautés rejointes pour les organismes participants:



## Profil professionnel des participants.e.s au questionnaire

Sur les 13 questionnaires reçus, **6** sont intervenant.e.s et/ou **gestionnaires** des services et **7 sont intervenant.e.s du terrain.**

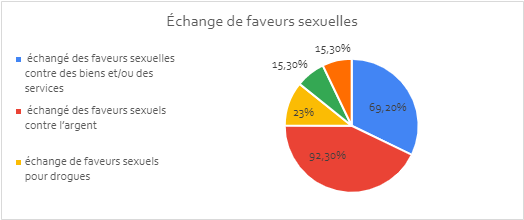
Les différences de responsabilités et tâches professionnelles au quotidien en relation avec les personnes qui reçoivent des services pourraient constituer un biais dans les réponses. En, effet la fréquence des interventions diffère. La relation de confiance entre la femme bénéficiaire des services et les intervenant.e.s - gestionnaires pourrait être différente en raison de la position d’autorité occupée par l’intervenant.e. -gestionnaire dans l’organisme.

## **Résultats**

## Section B Identification des femmes

### D'après les réponses fournies à la question 1 de la section B (figure 1), il semble que la plupart des femmes et filles des Premiers Peuples qui fréquentent les organismes ont échangé ou échangent des faveurs sexuelles contre des biens/services ou de l'argent: 69% et 92 % de intervenant.e.s respectivement, le considèrent de cette façon. 23 % des intervenant.e.s indiquent que certaines femmes mentionnent avoir échangé des faveurs sexuelles contre des drogues ou nomment êtres victimes de traite à des fins d’exploitation sexuelle.

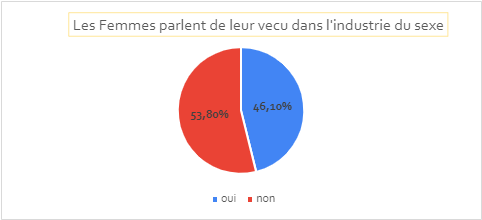
Figure 1



Les réponses à la question 2 de la section B (figure 2) montrent que la plupart des femmes et filles des Premiers Peuples ne se sentent pas totalement à l'aise de parler de leur vécu en lien avec l'industrie du sexe avec les intervenant.e.s. Plus de 50 % des intervenants.es le considèrent de cette façon.

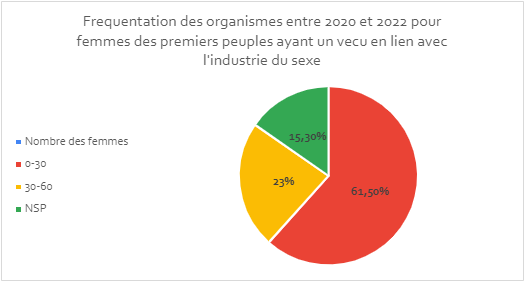
Cependant, certaines prennent du temps avant de s'ouvrir et en parlent de manière implicite. Elles le font généralement avec des personnes en qui elles ont réellement confiance. Parfois, elles demandent des services de sécurité ou cherchent un endroit sûr pour sortir de leur situation. D'autres craignent les conséquences de leur ouverture auprès des personnes impliquées. Les intervenant.e.s peuvent travailler pour établir des relations de confiance avec les femmes et filles des Premiers Peuples pour qu'ils se sentent plus en sécurité et plus ouverts.

Figure 2



Les réponses à la question 3 de la section B (Figure 3) indiquent qu'entre 2020 et 2022, la plupart des organismes interrogés, à savoir le 61,50%, ont connu la fréquentation entre 0 à 30 femmes et filles des Premiers Peuples, y compris les femmes bispirituelles, ayant un vécu antérieur et/ou actuel en lien avec l’industrie du sexe. Quelques organismes ont signalé une fréquentation allant de 30 à 60 femmes et filles. Aucun organisme ne rapporte l'accueil de plus de 60 femmes et filles avec un vécu antérieur et/ou actuel dans l'industrie du sexe.

Figure 3

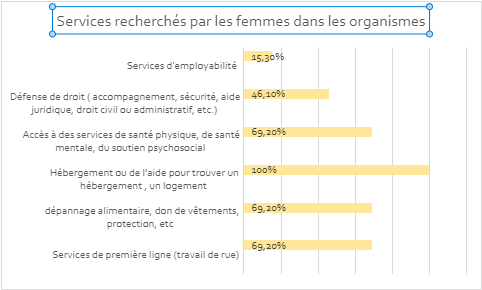


Selon les réponses à la question 4 de la section B (Figure 4), les femmes et filles des Premiers Peuples, y compris les femmes bispirituelles, qui fréquentent ces organismes ont des besoins variés. Les besoins/services les plus fréquemment cités incluent l'hébergement ou l'aide pour en trouver (100 % des intervenants.es le mentionnent), l'accès à des services de santé physique et mentale (pour 69 % des intervenants.es). Dans cette même réponse, les intervenant.e.s ont mentionné les services de dépannage, don de vêtements et protection et les services de premier ligne (travail de rue).

46 % des intervenant.e.s ont placé en troisième lieu les services de défense de leurs droits, de services sociaux et de protection pour elles et leurs familles dans leurs communautés et leurs villes. En dernier range, 15, 30% ont mentionnée les services d’employabilité.

Les organismes fournissent souvent des références à d'autres services locaux comme le Native Women's Shelter, le Centre d'amitié des Premiers Peuples, le Service de protection pour leur famille. Certaines femmes souhaitent sortir de l'industrie du sexe mais ont peur des représailles, donc un abri immédiat peut-être nécessaire pour leur sécurité.

### Figure 4

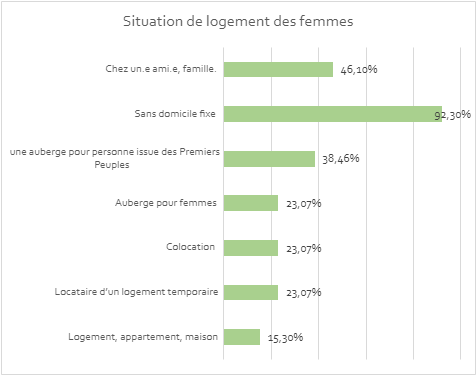


Section C : Situation d’hébergement

Les réponses à la question 1 de la section C (Figure 5) indiquent que la situation de logement des femmes et des filles des Premiers Peuples, y compris les femmes bispirituelles, ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe, est très précaire. Selon 92% des intervenant.e.s, plusieurs femmes n'ont pas de domicile fixe, tandis que (selon 46 % des intervenantes) d'autres vivent temporairement chez un ami ou un membre de la famille. Au même rang, 23 % des intervenant.e.s ont mentionné comme lieux de logement des femmes : un logement loué de manière temporaire, en colocation ou dans une auberge pour femmes.

Pour 38 % des intervenants.e.s, les femmes ont comme lieu d’hébergement un hébergement pour personnes issues des Premiers Peuples. Selon 15% des intervenant.e.s, seules quelques femmes vivent dans un véritable logement, appartement ou maison.

Figure 5

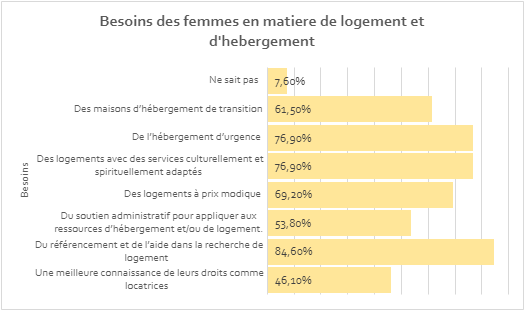


D'après les réponses fournies à la question 2 de la section C (figure 6), les besoins en matière d'hébergement et de logement des femmes et des filles issues des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe sont variés. Les principaux besoins identifiés par les intervenant.e.s sont: le besoin de référencement et d'aide à la recherche de logement pour 84% des intervenant.e.s, l'hébergement d'urgence et les logements avec des services culturellement et spirituellement adaptés pour 76 % de intervenant.e.s.

La recherche de maisons d'hébergement de transition pour 61 % de intervenant.e.s , la recherche d’un logement à prix modique pour 69 % des intervenant.e.s, le besoin de soutien administratif pour accéder aux ressources d'hébergement et de logement pour 53 % de intervenant.e.s et le besoin d’une meilleure connaissance de leurs droits de locataires pour le 46% des intervenant.e.s.

Une réponse souligne également que certaines femmes qui obtiennent un logement de transition peuvent être forcées de se prostituer davantage, car elles subissent la pression d’avoir maintenant un endroit stable pour permettre aux clients de venir les voir.

Figure 6



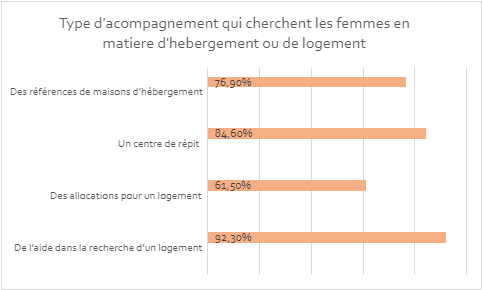
Les intervenant.e.s ont été interrogées sur les types d'accompagnement que cherchent les femmes et les filles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe en matière d'hébergement ou de logement. Les réponses à la question 3 de la section C (figure 7) montrent que la majorité de ces femmes et filles ont besoin de différentes formes d'accompagnement pour accéder à un logement sûr et adéquat.

Environ 92 % des intervenant.e.s interrogées ont répondu que les femmes et les filles des Premiers Peuples ont besoin d'aide pour trouver un logement. Cela peut inclure des services de soutien pour la recherche de logement, la préparation des demandes de logement, la préparation des visites ou des entrevues avec les propriétaires, ou encore l'accompagnement dans le processus d'aménagement ou de réinstallation. En outre, environ 84,60% ont déclaré que les femmes et les filles des Premiers Peuples ont besoin d'un centre de répit, ce qui peut inclure des installations de transition ou un hébergement temporaire pour les aider dans la transition vers un logement permanent.

Environ 76,9% des intervenant.e.s interrogées ont déclaré que les femmes et les filles des Premiers Peuples ont besoin de références de maisons d'hébergement. Cela peut comprendre la prise de contacts avec des refuges pour femmes, avec les services de soutien pour les femmes et les filles, avec les travailleurs.ses socia.les.aux ,avec des travailleu.ses.rs de la santé et avec d'autres organismes communautaires. Environ 61,50% des intervenant.e.s ont déclaré que ces femmes et ces filles ont besoin d'allocations pour pouvoir se loger, ce qui implique des programmes qui fournissent une aide financière pour couvrir les coûts de logement.

Enfin, certain.e.s intervenant.e.s ont choisi l'option «autre» pour répondre à la question. Les intervenant.e.s ont pu préciser et proposer des suggestions de soutien nécessaires tels que des ateliers pour la préparation de repas, des programmes pour améliorer les compétences de vie autonome des femmes et des filles, ou encore une formation à la gestion du budget et de l'argent.

Figure 7

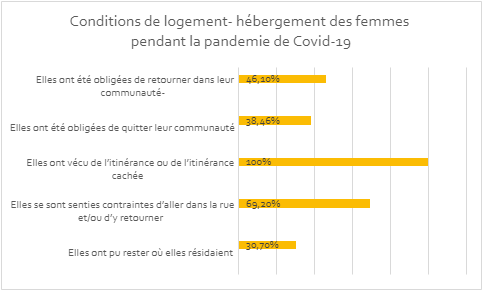


Les effets de la pandémie

Les réponses à la question 4 de la section C (figure 9) montrent que la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif important sur l'accès au logement et à l'hébergement pour les femmes et filles des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe. Selon la plupart des intervenant.e.s (100 %), les femmes ont été contraintes de vivre de l'itinérance ou de l'itinérance cachée, tandis qu'entre 38 et 46 % des intervenant.e.s affirment que les femmes ont été obligées de quitter leur communauté ou d'y retourner.

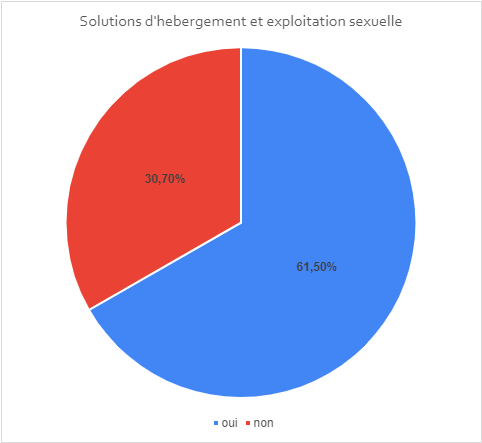
Selon 69 % des intervenant.e.s, les femmes se sont senties contraintes d’aller dans la rue ou d’y retourner. Les femmes ont également éprouvé des difficultés à trouver un logement abordable et à accéder à d'autres ressources importantes. En outre, la pandémie a aggravé d'autres problématiques, notamment la violence invisible, la difficulté à demander de l'aide, la diminution de revenue des femmes, une augmentation de la drogue circulant dans certains espaces et une présence plus forte de proxénètes qui exploitent la situation.

Figure 8



À la question de savoir si l’accès à un hébergement ou un logement stable et sécuritaire pourrait aider pour que les femmes et les filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles qui fréquentent les organismes ne soient pas susceptibles d’être victimes d’exploitation sexuelle 60 % des intervenant.e.s considèrent que cela pourrait être un levier important pour le prévenir (figure 9).

Figure 9



Finalement, nous avons posé aux intervenant.e.s la question de savoir quels sont les facteurs, mots et/ou concepts (dans une idée de décolonisation des savoirs) qui devraient être compris et/ou considérés dans le travail avec des femmes et les filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles, ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe.

A cet égard, plusieurs intervenant.e.s insistent sur l'importance non seulement de comprendre les réalités et les mécanismes de l'industrie du sexe et du trafic sexuel, mais aussi de s'assurer que les femmes se sentent en sécurité et qu'elles aient accès à des ressources pour prévenir les dangers associés à la prostitution. D'autres soulignent l'importance de la réduction des méfaits, du non-jugement, des approches culturelles, et du respect de l'individu.

Comme souligné tout au long de cet état des lieux, les intervenant.e.s aussi identifient comme facteurs à travailler dans une démarche de décolonisation: le traumatisme intergénérationnel en tant que problème de santé complexe, le racisme systémique, la violence, la compréhension de la situation des femmes au sein des communautés, à savoir: la situation socioéconomique précaire , le manque d’opportunités et de formation et de travail, la violence familiale subie par les femmes et l’importance pour elles d’avoir « *des espaces pour la construction d'une communauté ainsi que des espaces privés où les femmes peuvent se relaxer et se sentir en sécurité* ».

Concernant les femmes des Premiers Peuples ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe, les intervenant.e.s signalent entre autres facteurs clés pour le travail d’intervention avec ces femmes « *Comprendre les réalités et les mécanismes de l'industrie du sexe et du trafic sexuel (beaucoup de nos participantes sont forcées/manipulées), rencontrer les personnes là où elles sont, écouter leurs besoins en leur expliquant les possibilités, ne pas s'attarder uniquement sur leur vécu en lien avec l'industrie du sexe mais les considérer comme des personnes entières* ». Il a été fait mention également de travailler sur « *le respect de soi, l’estime de soi, croyance en sa vérité et en son droit d'exister et de vivre.*»

Des approches culturellement adaptées sont aussi nommées (communauté, respect, spiritualité), le besoin de formation des intervenant.e.s concernant le vécu en lien avec l’industrie du sexe est identifié comme un facteur important ainsi que reconnaître *que la consommation de substances et la dépendance vont souvent de pair avec le trafic sexuel. Ne pas porter de jugement et réduire la honte* »

En général, Les réponses des intervenant.e.s identifient que les femmes ont besoin d'un soutien holistique et non-jugeant pour surmonter des traumatismes complexes et la stigmatisation associée à la prostitution.

**Conclusions**

Les réponses reçues nous ont permis de comprendre que de nombreuses femmes et filles des Premiers Peuples, y compris des femmes bispirituelles ayant un vécu en lien avec l’industrie du sexe ont échangé des faveurs sexuelles contre des services tels que le logement, la nourriture et les vêtements, ou de l'argent. Il y a également eu des échanges de faveurs sexuelles contre des drogues. Il en découle que l'industrie du sexe est toujours omniprésente pour ces femmes, ce qui souligne la nécessité d'engager une discussion au sein des organismes travaillant avec elles et de mettre en œuvre des actions concrètes telles que la prévention, la sensibilisation et le soutien spécifique. Cependant, il faut prendre le temps de créer un lien de confiance avec elles afin qu'elles soient à l'aise de parler de leur expérience. Les intervenant.e.s doivent être formé.e.s à cet effet et avoir une compréhension des besoins spécifiques de ces femmes, afin d'utiliser un langage adapté et sans jugement.

L'hébergement est cité comme le besoin le plus urgent exprimé par les femmes et les filles des Premiers Peuples, y compris les femmes bispirituelles ayant eu recours à l'industrie du sexe, lorsqu'elles cherchent de l'aide auprès des organismes participants. Les autres services nécessaires sont le dépannage alimentaire, la protection et les services de première ligne (travail de rue). La situation de logement de ces femmes est très précaire, la plupart étant sans domicile fixe ou hébergées chez un ami. Les intervenant.e.s signalent que la recherche d'un logement est le service le plus recherché en matière d'hébergement.

La pandémie a rendu encore plus précaire la situation de logement et d'hébergement de ces femmes. Les intervenant.e.s signalent une dégradation de leurs conditions de vie ainsi que d'autres problèmes tels que la violence invisible, l'incapacité à demander de l'aide, une augmentation de la circulation de drogues dans certains espaces et une forte présence de proxénètes qui exploitent la situation. Les données suggèrent que la démarche entreprise dans le cadre de ce projet est justifiée et que les besoins des femmes concernées en matière d'hébergement et de logement augmentent.

Il est donc important de travailler sur ces enjeux. Des espaces de discussion et de concertation doivent être créés pour établir un continuum de services et un travail en réseau pour répondre à ces enjeux spécifiques. Les intervenant.e.s doivent être formé.e.s et sensibilisé.e.s à la situation complexe que vivent ces femmes. Pour ce faire, la mobilisation politique des organismes concernés est également importante pour exiger des réponses concrètes à ces besoins. De plus, la mise en place d’un processus de décolonisation est un élément clé pour offrir un soutien holistique et non-jugeant aux femmes concernées afin de surmonter le traumatisme intergénérationnel, le racisme systémique, la violence et le manque de ressources dans les communautés qu’elles ont subis.

Également, tout au long du document, les intervenant.e.s ont nommé des sujets déterminants à travailler tels que le traumatisme intergénérationnel en tant que problème de santé complexe, le racisme systémique, la violence, le manque de ressources dans les communautés, ainsi que l'importance du concept de communauté et sa construction pour les femmes concernées.

Ces données peuvent également constituer un point de départ, en particulier pour les organismes allochtones qui reçoivent des femmes des Premiers Peuples, pour entreprendre des pratiques visant à améliorer leurs interventions auprès d'elles. Une fois de plus, il est important de mener un travail de sensibilisation et de formation pour améliorer les services de soutien existants et futurs pour les femmes concernées.

**Recommandations**

Voici quelques recommandations qu'on peut tirer des différentes réponses aux questions adressées aux intervenant.e.s:

La création et le développement des projets d’hébergement et de logement spécifiques et sécurisés culturellement pour les femmes et filles des Premiers Peuples dont les femmes bispirituelles ayant un vécu en lien avec l’exploitation sexuelle.

* Fournir un accès à des ressources sécuritaires, comme des logements de transition ou des espaces non-mixtes pour favoriser le rétablissement et la reprise de pouvoir des femmes.
* Établir des espaces pour construire une communauté, favoriser la réconciliation et l'accès à la culture, à la spiritualité et à la famille.

Outiller les intervenant.e.s à travers des formations pour offrir des services spécifiques et culturellement adaptés aux multiples réalités et problématiques vécues par les femmes.

* Adopter une approche culturelle dans les interventions pour favoriser une meilleure compréhension des besoins spécifiques des populations des Premiers Peuples et des personnes en situation d'exploitation sexuelle.
* Former les équipes d'intervention pour mieux comprendre les réalités et les mécanismes de l'exploitation sexuelle, ainsi que les dangers qui y sont associés et les ressources disponibles pour aider les personnes qui y sont impliquées.
* Engager des intervenant.e.s capables d’adopter des bonnes pratiques pour permettre aux femmes de se sentir en sécurité et en confiance.
* Créer et financer des outils de de sensibilisation auprès du public et réduire les discriminations et toutes les formes de violences exercées contre les femmes
* Comprendre et reconnaître le traumatisme intergénérationnel, et l'importance d'avoir une communauté stable et sécuritaire pour favoriser la guérison.
* Travailler à réduire la stigmatisation issue du vécu en lien avec l’exploitation sexuelle en reconnaissant que la consommation de substances et la dépendance (effets de la colonisation) vont souvent de pair avec le trafic sexuel, et en offrant des espaces de discussion respectueux et non-jugeant.

Ces recommandations peuvent aider à améliorer la situation des femmes affectées, mais il est également important de poursuivre une approche spécifique et holistique pour s'attaquer aux différentes causes qui sous-tendent les réalités vécues par les femmes des premiers Peuples ayant un vécu lié à l'exploitation sexuelle. Elles ont des besoins immédiats en matière de sécurité, de protection contre les abus et l’accès à la guérison des violences subies. Également, leur permettre d’avoir accès à des services de soutien adaptés à leurs cultures qui tiennent compte de leur expérience collective de traumatisme et de colonisation. Ces services peuvent les aider à se redéfinir et à se reconstruire dans le but de reconquérir leur identité, leur autonomie et leur dignité, et ainsi se libérer des cycles de violences et de trauma.

La création et la mise en place d’un programme Québécois de soutien à la sortie de la prostitution permettrait de prendre en charge tous les volets nommés, en plus de contribuer à la fois à aider concrètement les femmes et filles des Premiers Peuples incluant les femmes bispirituelles à sortir de la prostitution de façon réaliste et durable, mais aussi de faire de la prévention efficace auprès des populations.

**RÉFÉRENCES**

[Christine Corbeil et Isabelle Marchand (dir.), L’intervention féministe d’hier à aujourd’hui : portrait d’une pratique sociale diversifiée, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2010, 253 p. – Nouvelles pratiques sociales](https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2011-v24-n1-nps031/1008227ar/)

Revue [Reflets](http://www.erudit.org/fr/revues/ref/) , Volume 9, numéro 1, printemps 2003, p. 186–210, [Le genre en contexte : pratiques sociales et représentations](https://www.erudit.org/fr/revues/ref/2003-v9-n1-ref880/)

L’intervention féministe : un modèle et des pratiques au cœur du mouvement des femmes québécois Christine Corbeil et Isabelle Marchand, 2010, pag 25

Desroches, M.-È. (2015). L’analyse intersectionnelle et l’approfondissement de la compréhension des violences sexistes par Femmes et villes internationales. Recherches féministes, 28(2), 81–100. <https://doi.org/10.7202/1034176ar>

ONU-HABITAT, fiche d’information No 21, Le droit à un logement convenable, pag 1

Boîte à outils décoloniale Mikana (Petit guide de terminologies en contexte des Premiers Peuples), Montréal, 2021

Who are indigenous peoples? - United Nations. retrieved from <https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/5session_factsheet1.pdf>)

Parcours éducatif final, Juin 2022. Réseau Montréal Network

[Farha, Leilani](https://digitallibrary.un.org/search?f1=author&as=1&sf=title&so=a&rm=&m1=e&p1=Farha%2C%20Leilani&ln=fr); [UN. Secretary-General](https://digitallibrary.un.org/search?f1=author&as=1&sf=title&so=a&rm=&m1=p&p1=UN.+Secretary-General&ln=fr) dans Rapport des Nations Unies Adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and the right to non-discrimination in this context : note / by the Secretary-General 2019

[Dimensions of Indigenous Homelessness](https://untoitpourelles.sharepoint.com/:b:/s/Portail/publique/EYTrF-ZRD7RPndEP7E2-wbQBURUquB2c4qVRMq7Y5OCPGg?e=zQPRu6), l’Observatoire Canadien de l’itinérance, 2021.

Rapport Comite de citoyenne de Milton Parc : L’ITINÉRANCE et le LOGEMENT pour DES PREMIERS PEUPLES à MONTRÉAL Rapport sur les politiques publiques et recommandations concrètes- 2020

Rapport RÉSEAU de la communauté Premiers Peuples à Montréal. Rowena Tam, Demi Vrettas, Brooke Wahsontiiostha Deer et Allison Reid 2018-2020

Société canadienne d’hypothèques et de logement), Centre canadien de documentation sur l’habitation (CCDH), 1969: Report of the Federal Task Force on Housing and Urban Development. Task Force on Housing and Urban Development, Ottawa, CA1 PV 20 69H57. —, 1970 : Housing for Native People: A Low Income Housing Policy for 1971. Gene Rhéaume, Policy Planning Group, Ottawa, CA1 MH32 70P06 C.1. —, 1975 : Urban Native Non-Profit Housing Corporations: A Review and Report. N. Papove, S.n., Ottawa, E98.H58 P26 1975. —, 2011 : L’évolution du logement social au Canada. SCHL, Ottawa, CA1 MH C13 2011AF NO.9)

Article de la revue [Recherches amérindiennes au Québec](http://www.erudit.org/fr/revues/raq/) Volume 47, numéro 1, Nathalie Kermoal 2017, p. 111–119

Final report to Indigenous Housing:Policy and Engagement,NWAC, Service Canada, 2020

20 Schwan, K., Versteegh, A., Perri, M., Caplan, R., Baig, K., Dej, E., Jenkinson, J., Brais, H., Eiboff, F., & Pahlevan Chaleshtari, T. (2020). The State of Women’s Housing Need & Homelessness in Canada: A Literature Review.Hache, A., Nelson, A., Kratochvil, E., & Malenfant, J. (Eds). Toronto, ON : Canadian Observatory on Homelessness Press, pag 34

Réclamer notre pouvoir et notre place, un rapport complémentaire de l’enquête nationale sur les femmes et les filles Des Premiers Peuples disparues et assassinées, kepec-quebec . 2019, pag 45

23 Ibid, pag 72

Les besoins particuliers des femmes en matière de logement Séances de mobilisation des femmes tenues par la SCHL : Résultats des séances de mobilisation et du sondage en ligne de 2019, pag 7

Eric Latimer, François Bordeleau, Christian Méthot, Besoins exprimés et préférences en matière de logement des utilisateurs Des Premiers Peuples de ressources communautaires sur l’île de Montréal(2017), Montréal, Québec: Institut universitaire en santé mentale Douglas du Centre intégré universitaire en santé et services sociaux de l’Ouest-de-l’Ile-de-Montréal, 2017, pag 3

Angela Mashford-Pringle; Christine Skura; Sterling Stutz; Thilaxcy Yohathasan Waakebiness-Bryce Institute for Indigenous Health, Dalla Lana School of Public Health, University of Toronto, What we heard: Indigenous Peoples and COVID-19. February 2021, pag 13

Canadian Women’s Foundation representing itself and co-authors: Women’s Shelters Canada, Pauktuutit, Inuit Women of Canada, Anita Olsen Harper (NACAFV), and Jihan Abbas (DAWN- RAFH Canada), with grateful acknowledgement of Nneka MacGregor (Women at the CentrE), and Nadine Sookermany. RESETTING NORMAL: SYSTEMIC GENDER-BASED VIOLENCE AND THE PANDEMIC, pag 21

Analyse des données de recherche, des écarts et recommandations Pour informer le développement d’une stratégie pour la sécurité, le bien-être et l’appartenance des personnes Des Premiers Peuples en situation d’itinérance (ou à risque de l’être) à Tiohtià:ke / Région du Grand Montréal Mis à jour en mars 2020

Native Woman’s Association of Canada; Sexual Exploitation and Trafficking of Aboriginal Women and Girls: Literature Review and Key Informant Interviews Final Report 2014

Asia Czapska, Annabel Webb and Nura Taefi, More Than Bricks and Mortar: A Rights-Based Strategy to Prevent Girl Homelessness in Canada, report of Justice for Girls (Vancouver, BC: 2008): 33.

Cherry Kingsley and Melanie Mark, Sacred Lives: Canadian Aboriginal Children and Youth Speak Out about Sexual Exploitation, report of Save the Children Canada (2000): 4.

37 (National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls - 2019)

1. Dans l’année 2014 la Concertation de Luttes contre l’Exploitation Sexuelle CLES a fait une recherche communautaire sur les besoins de femmes dans l’industrie du sexe. Là-dedans elles avaient réussi à rejoindre 14 femmes autochtones qui ont mentionnée le besoin d’hébergement comme une besoin fondamental. (100 % de participantes autochtones rapportent le plus fréquemment le besoin d’aide pour la recherche d’un logement) [↑](#footnote-ref-2)
2. « Les principes de PCAP® des Premières Nations déterminent comment les données et les informations des Premières Nations seront collectées, protégées, utilisées ou partagées. Ces principes, dont le sigle signifie la propriété, le contrôle, l’accès et la possession, sont un outil visant à soutenir une gouvernance solide de l’information sur la voie de la souveraineté des Premières Nations en matière de données. Compte tenu de la diversité au sein des nations et entre elles, les principes seront exprimés et affirmés conformément à la vision du monde, aux connaissances traditionnelles et aux protocoles respectifs des nations. (…) Les principes de PCAP® affirment que les Premières Nations sont les seules à contrôler les processus de collecte de données dans leurs communautés, et qu’elles possèdent et contrôlent la manière dont ces informations peuvent être stockées, interprétées, utilisées ou partagées. », en : [Centre de gouvernance de l’information des Premières Nations](https://fnigc.ca/fr/les-principes-de-pcap-des-premieres-nations/) [↑](#footnote-ref-3)
3. [Christine Corbeil et Isabelle Marchand (dir.), L’intervention féministe d’hier à aujourd’hui : portrait d’une pratique sociale diversifiée, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2010, 253 p. – Nouvelles pratiques sociales](https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2011-v24-n1-nps031/1008227ar/) [↑](#footnote-ref-4)
4. revue [Reflets](http://www.erudit.org/fr/revues/ref/) , Volume 9, numéro 1, printemps 2003, p. 186–210, [**Le *genre* en contexte : pratiques sociales et représentations**](https://www.erudit.org/fr/revues/ref/2003-v9-n1-ref880/) [↑](#footnote-ref-5)
5. L’intervention féministe : un modèle et des pratiques au cœur du mouvement des femmes québécois Christine Corbeil et Isabelle Marchand, 2010, pag 25 [↑](#footnote-ref-6)
6. Idem, pag 27 [↑](#footnote-ref-7)
7. Desroches, M.-È. (2015). L’analyse intersectionnelle et l’approfondissement de la compréhension des violences sexistes par Femmes et villes internationales. Recherches féministes, 28(2), 81–100. https://doi.org/10.7202/1034176ar [↑](#footnote-ref-8)
8. ONU-HABITAT, fiche d’information No 21, Le droit à un logement convenable, pag 1 [↑](#footnote-ref-9)
9. Boîte à outils décoloniale Mikana (Petit guide de terminologies en contexte des Premiers Peuples), Montréal, 2021 [↑](#footnote-ref-10)
10. Ibid [↑](#footnote-ref-11)
11. who are indigenous peoples? - united nations. retrieved from https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/5session\_factsheet1.pdf) [↑](#footnote-ref-12)
12. Plus récemment le terme a évolue et maintenant le terme utilisé est Premiers Peuples [↑](#footnote-ref-13)
13. Boîte à outils décoloniale Mikana (Petit guide de terminologies en contexte des Premiers Peuples), Montréal, 2020 [↑](#footnote-ref-14)
14. ibid [↑](#footnote-ref-15)
15. ibid [↑](#footnote-ref-16)
16. ibid [↑](#footnote-ref-17)
17. Parcours éducatif final, Juin 2022. Réseau Montréal Network [↑](#footnote-ref-18)
18. [Farha, Leilani](https://digitallibrary.un.org/search?f1=author&as=1&sf=title&so=a&rm=&m1=e&p1=Farha%2C%20Leilani&ln=fr); [UN. Secretary-General](https://digitallibrary.un.org/search?f1=author&as=1&sf=title&so=a&rm=&m1=p&p1=UN.+Secretary-General&ln=fr) dans Rapport des Nations Unies Adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and the right to non-discrimination in this context : note / by the Secretary-General 2019 [↑](#footnote-ref-19)
19. ibid, p 2/28 [↑](#footnote-ref-20)
20. 12 [Dimensions of Indigenous Homelessness](https://untoitpourelles.sharepoint.com/:b:/s/Portail/publique/EYTrF-ZRD7RPndEP7E2-wbQBURUquB2c4qVRMq7Y5OCPGg?e=zQPRu6), l’Observatoire Canadien de l’itinérance, 2021. [↑](#footnote-ref-21)
21. idem,pag 4, 2021 [↑](#footnote-ref-22)
22. Rapport Comite de citoyenne de Milton Parc : L’ITINÉRANCE et le LOGEMENT pour DES PREMIERS PEUPLES à MONTRÉAL Rapport sur les politiques publiques et recommandations concrètes- 2020 [↑](#footnote-ref-23)
23. Rapport RÉSEAU de la communauté Premiers Peuples à Montréal. Rowena Tam, Demi Vrettas, Brooke Wahsontiiostha Deer et Allison Reid 2018-2020 [↑](#footnote-ref-24)
24. Société canadienne d’hypothèques et de logement), Centre canadien de documentation sur l’habitation (CCDH), 1969: Report of the Federal Task Force on Housing and Urban Development. Task Force on Housing and Urban Development, Ottawa, CA1 PV 20 69H57. —, 1970 : Housing for Native People: A Low Income Housing Policy for 1971. Gene Rhéaume, Policy Planning Group, Ottawa, CA1 MH32 70P06 C.1. —, 1975 : Urban Native Non-Profit Housing Corporations: A Review and Report. N. Papove, S.n., Ottawa, E98.H58 P26 1975. —, 2011 : L’évolution du logement social au Canada. SCHL, Ottawa, CA1 MH C13 2011AF NO.9) [↑](#footnote-ref-25)
25. Article de la revue [Recherches amérindiennes au Québec](http://www.erudit.org/fr/revues/raq/) Volume 47, numéro 1, Nathalie Kermoal 2017, p. 111–119 [↑](#footnote-ref-26)
26. Article de la revue [Recherches amérindiennes au Québec](http://www.erudit.org/fr/revues/raq/) Volume 47, numéro 1, Chris Andersen 2014, p. 157 [↑](#footnote-ref-27)
27. Idem, pag 111 [↑](#footnote-ref-28)
28. Final report to Indigenous Housing:Policy and Engagement,NWAC, Service Canada, 2020 [↑](#footnote-ref-29)
29. Schwan, K., Versteegh, A., Perri, M., Caplan, R., Baig, K., Dej, E., Jenkinson, J., Brais, H., Eiboff, F., & Pahlevan Chaleshtari, T. (2020). ***The State of Women’s Housing Need & Homelessness in Canada: A Literature Review***.Hache, A., Nelson, A., Kratochvil, E., & Malenfant, J. (Eds). Toronto, ON : Canadian Observatory on Homelessness Press, pag 34 [↑](#footnote-ref-30)
30. idem, pag 34 [↑](#footnote-ref-31)
31. Réclamer notre pouvoir et notre place, un rapport complémentaire de l’enquête nationale sur les femmes et les filles Des Premiers Peuples disparues et assassinées, kepec-quebec . 2019, pag 45 [↑](#footnote-ref-32)
32. Ibid, pag 72 [↑](#footnote-ref-33)
33. Les besoins particuliers des femmes en matière de logement Séances de mobilisation des femmes tenues par la SCHL : Résultats des séances de mobilisation et du sondage en ligne de 2019, pag 7 [↑](#footnote-ref-34)
34. Idem, pag 9 [↑](#footnote-ref-35)
35. Eric Latimer, François Bordeleau, Christian Méthot, Besoins exprimés et préférences en matière de logement des utilisateurs Des Premiers Peuples de ressources communautaires sur l’île de Montréal(2017), Montréal, Québec: Institut universitaire en santé mentale Douglas du Centre intégré universitaire en santé et services sociaux de l’Ouest-de-l’Ile-de-Montréal, 2017, pag 3 [↑](#footnote-ref-36)
36. Idem, pag 3 [↑](#footnote-ref-37)
37. Idem, pag 44 [↑](#footnote-ref-38)
38. Idem, pag 46 [↑](#footnote-ref-39)
39. Angela Mashford-Pringle; Christine Skura; Sterling Stutz; Thilaxcy Yohathasan Waakebiness-Bryce Institute for Indigenous Health, Dalla Lana School of Public Health, University of Toronto, What we heard: Indigenous Peoples and COVID-19. February 2021, pag 13 [↑](#footnote-ref-40)
40. Idem, pag 14 [↑](#footnote-ref-41)
41. Canadian Women’s Foundation representing itself and co-authors: Women’s Shelters Canada, Pauktuutit, Inuit Women of Canada, Anita Olsen Harper (NACAFV), and Jihan Abbas (DAWN- RAFH Canada), with grateful acknowledgement of Nneka MacGregor (Women at the CentrE), and Nadine Sookermany. RESETTING NORMAL: SYSTEMIC GENDER-BASED VIOLENCE AND THE PANDEMIC, pag 21 [↑](#footnote-ref-42)
42. Analyse des données de recherche, des écarts et recommandations Pour informer le développement d’une stratégie pour la sécurité, le bien-être et l’appartenance des personnes Des Premiers Peuples en situation d’itinérance (ou à risque de l’être) à Tiohtià:ke / Région du Grand Montréal Mis à jour en mars 2020 [↑](#footnote-ref-43)
43. Native Woman’s Association of Canada; Sexual Exploitation and Trafficking of Aboriginal Women and Girls: Literature Review and Key Informant Interviews Final Report 2014 [↑](#footnote-ref-44)
44. Asia Czapska, Annabel Webb and Nura Taefi, More Than Bricks and Mortar: A Rights-Based Strategy to Prevent Girl Homelessness in Canada, report of Justice for Girls (Vancouver, BC: 2008): 33. [↑](#footnote-ref-45)
45. Cherry Kingsley and Melanie Mark, Sacred Lives: Canadian Aboriginal Children and Youth Speak Out about Sexual Exploitation, report of Save the Children Canada (2000): 4. [↑](#footnote-ref-46)
46. (National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls - 2019) [↑](#footnote-ref-47)
47. Font de deux cartes: Femmes Des Premiers Peuples du Québec: https://faq-qnw.org/ [↑](#footnote-ref-48)